

■ Le fruit de la journée d'Arras

Ce vingt-quatrième numéro de *L'abeille* fait la part belle à la presse du Pas-de-Calais et en particulier arrageoise. Il reprend en effet trois des communications de chercheurs locaux ou spécialistes de l'histoire de la presse données lors de la journée d'études organisée en février dernier par la Société des Amis de Panckoucke à l'hôtel du département à Arras et portant un regard sur des aspects particuliers de cette presse. Très belle synthèse d'articles déjà parus dans cette revue, une quatrième contribution, consacrée à la presse agricole du Pas-de-Calais, n'a pas été reprise dans ce numéro.

La première communication offre un panorama complet de la presse officielle et officieuse du diocèse d'Arras. Si aujourd'hui *Église d'Arras* est toujours l'« organe officiel de l'évêque d'Arras », cette publication a des prédécesseurs qui remontent au quotidien *La Société* lancé en 1853. Ce journal est alors la propriété d'un imprimeur indépendant, mais l'évêque en contrôle le contenu. Suivent d'autres titres dont le plus connu est *La Semaine religieuse*. Quant à la presse officieuse, elle comprend deux titres prestigieux dont l'évêché fut actionnaire.

L'un de ces titres, le *Courrier du Pas-Calais*, fut d'ailleurs le quotidien du département qui eut la plus longue existence. Descendant de la *Feuille d'Arras*, née en 1803, il disparut au lendemain de la Libération d'Arras pour avoir paru pendant l'occupation. C'est la vie de ce journal durant ces quatre années terribles qu'étudie la seconde communication.

Au lendemain de la guerre, une nouvelle presse apparaît. Outre les éditions locales des grands régionaux, le chef-lieu du Pas-de-Calais est toujours le siège d'un quotidien. D'abord, *La Liberté du Pas-de-Calais* du 2 septembre 1944 au 1^{er} mars 1945, puis *Libre Artois* du 2 mars 1945 au 30 juin 1966. La troisième communication s'intéresse au contenu de ces titres durant les premières années d'après-guerre. Elle s'arrête également sur une création originale de ces années de renaissance, un bimensuel satirique, *L'Ami Bidasse*. Aujourd'hui, plus aucun journal d'information générale n'est imprimé à Arras. Restent les éditions locales d'un quotidien régional et de deux hebdomadaires locaux.

Même si leur regard était limité à des aspects ou des périodes précises, ces contributions ont permis, grâce à notre association, au public nombreux présent ce jour-là de prendre conscience de la richesse de la presse du département du Pas-de-Calais.

Tous les articles de ce numéro ne sont pas le fruit de la journée d'études d'Arras. Outre les rubriques habituelles, la bibliographie régionale et « La Vie des médias », les lecteurs trouveront un article sur deux nouveaux périodiques clandestins découverts sur Gallica.

J.-P. V.

● Presse officielle, presse officieuse du diocèse d'Arras à travers les collections des archives diocésaines

par Michel BEIRNAERT

La presse officielle du diocèse d'Arras regroupe les publications rédigées directement sous le contrôle de l'évêque, et imprimées dans une entreprise de presse bénéficiant du label « imprimeur de l'évêché ». Seront évoquées ici : les séries des *Mandements*, *Ordonnances* et *Lettres pastorales* des évêques, tirées à part sous le Concordat, et largement diffusées à travers tout le diocèse, et surtout *La Semaine religieuse du diocèse d'Arras, Boulogne et Saint-Omer* diffusée de 1866 à 1944, devenue de 1945 à 1962 *Informations religieuses*, et qui existe toujours sous le titre de *Église d'Arras*.

La presse officieuse du diocèse d'Arras correspond aux journaux locaux qualifiés par les autorités diocésaines de « journaux catholiques » ou « journaux d'information d'inspiration catholique ». Le manuel des Œuvres recense en 1931 : quatre quotidiens, dix hebdomadaires et bihebdomadaires. Il sera ici surtout question des deux journaux imprimés à Arras : l'hebdomadaire *Le Pas-de-Calais* et le quotidien le *Courrier du Pas-de-Calais*. Je mentionnerai aussi les éphémères *Lion d'Arras* et *Beffroi d'Arras*.

■ Les sources

- Bien que la volonté de favoriser la diffusion d'une « Bonne Presse » ait fait partie des priorités de chaque évêque, les Archives diocésaines sont pauvres sur le sujet. Elles conservent les collections intégrales des *Mandements* et de *La Semaine Religieuse* et une collection partielle, mais néanmoins significative de la presse officieuse, notamment une série reliée du *Pas-de-Calais hebdomadaire* et du *Courrier du Pas-de-Calais* ainsi que deux collections complètes du *Lion d'Arras*. Les sous-séries 7 K et 8 K livrent quelques informations sur la rédaction et la diffusion récente d'*Église d'Arras*. La série L (le temporel du diocèse) contient quelques archives intéressantes de la Société anonyme du Pas-de-Calais ainsi que de la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais, propriétaires du *Pas-de-Calais* et du *Courrier du Pas-de-Calais*.
- Trois documents évoquent clairement la position du diocèse par rapport à la presse : les comptes rendus du travail des commissions spécialisées lors des Assemblées générales



Église d'Arras est aujourd'hui le bulletin officiel de l'évêque d'Arras. (Collection Archives diocésaines d'Arras)

Presse officielle, presse officieuse du diocèse d'Arras

des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, et notamment la brochure de 1891 de «l'Œuvre de la presse chrétienne dans le diocèse d'Arras»; le chapitre «La propagande» dans le *Manuel des Œuvres catholiques et sociales du diocèse* publié par le chanoine Paul Hoguet, en 1931; la lettre pastorale de M^{gr} Dutoit sur la presse du 11 février 1937.

Pour l'analyse détaillée du contenu des journaux évoqués ici, on se reportera aux deux ouvrages de référence: *Une chrétienté au XIX^e siècle*, d'Yves-Marie Hilaire¹ et *La presse arrageoise 1788-1940*, de Jean-Paul Visse².

■ LA PRESSE OFFICIELLE

D'une manière sans doute abusive, les *Mandements, Ordonnances, Lettres pastorales et circulaires* de chaque évêque peuvent être considérés comme premier avatar de la presse officielle. Ce ne sont pas des journaux, mais durant le Concordat (1802-1906), ces documents sont diffusés en franchise postale à travers tout le diocèse. Leurs destinataires sont les curés et desservants qui ont obligation de les lire au prône, c'est-à-dire de les porter oralement à la connaissance de la quasi-totalité des habitants du Pas-de-Calais, à l'occasion de la messe dominicale, leur donnant ainsi une audience qu'aucun journal n'atteint. Obligation est faite aux curés et desservants d'en conserver la collection reliée. La somme de ces documents constitue la première source d'informations sur les priorités pastorales de chaque évêque et ses liens contractuels avec le pouvoir politique en place. À partir de 1906, ne bénéficiant plus de la franchise postale, ces documents cessent d'être tirés à part.

Les imprimeurs officiels de l'évêché³, qui les éditent, impriment aussi l'*Ordo diocésain* annuel, le *Catéchisme diocésain* réédité régulièrement, ainsi que les *Statuts synodaux diocésains* (devoirs, charges et obligations du clergé diocésain).

Vers une presse officielle

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, l'évêque, Charles de La Tour d'Au-

vergne, a surveillé avec vigilance les écrits diffusés par les libraires urbains et les colporteurs, et il recommande en 1850 la «Société de Saint-Victor pour la diffusion des bons livres»⁴. Mais il ne semble pas s'être préoccupé particulièrement de la presse.

Il en va tout autrement avec M^{gr} Parisis qui arrive de Langres dont il était évêque depuis dix-sept ans, bien décidé à réformer un diocèse enfermé dans des habitudes par un demi-siècle sous la houlette de La Tour d'Auvergne. Il encourage les premiers essais d'une presse qui relayerait sa pensée. Deux journaux voient le jour, œuvres d'imprimeurs devenus journalistes pour l'occasion, directement soutenus par des membres du clergé. Ces imprimeurs ne sont pas imprimeurs officiels de l'évêché. Ils prennent tous les risques financiers et juridiques.

■ La Société

Ernest Lefranc⁵, jeune bourgeois devenu imprimeur, militant de la Société de Saint-Vincent-de-Paul et animateur d'un patronage pour jeunes ouvriers, proche du Père Halluin, avait déjà imprimé de 1848 à 1852 le quotidien *La Liberté*. Il lance le 2 août 1853 *La Société, journal religieux, politique, littéraire et commer-*

d'où arrive l'évêque. A-t-il été amené par M^{gr} Parisis en même temps que les vicaires généraux Pierre Favrel et Guillaume Béraut des Billiers? Le journal paraît trois fois par semaine. Il est vivement encouragé par M^{gr} Parisis qui n'hésite pas à faire inscrire au bas d'une circulaire sur les fabriques du 13 avril 1854: «Le journal *La Société* que nous n'avions pas voulu recommander avant qu'il eut fait ses preuves, nous paraît aujourd'hui mériter tout à fait la confiance du clergé. Nous désirons donc que l'on contribue à son succès par des abonnements». Et il précise encore, au bas de la circulaire suivante, «*La Société* traitera au besoin les questions qui se rattachent à l'administration des fabriques». On ne peut être plus clair: l'évêque contrôle le contenu éditorial de ce journal. Son vicaire général Pierre Favrel rédige lui-même les nouvelles religieuses locales et celles du diocèse, en les faisant signer par Ernest Lefranc. «Ce journal à qui M^{gr} Parisis a interdit les feuilletons et la chronique théâtrale peine à trouver ses lecteurs. Traitant essentiellement de matières cléricales et rédigé dans un style exagérément pieux, il ne réussit à atteindre ni la société laïque ni même l'ensemble du clergé. Il vivote deux ans et demi,

puis disparaît⁶» le 3 janvier 1856, neuf mois après la mort de Pierre Favrel (21 mars 1855). Ernest Lefranc disparaît lui-même de la scène publique deux ans plus tard.

■ La Revue du Pas-de-Calais

Louis Joseph Rousseau⁷, qui a tâté du séminaire et de l'enseignement à Senlis, puis est devenu correcteur dans une imprimerie d'Amiens où il a trouvé son épouse Zélie Leroy⁸, rachète en 1858 le fonds d'Ernest Lefranc et renouvelle l'essai. Le

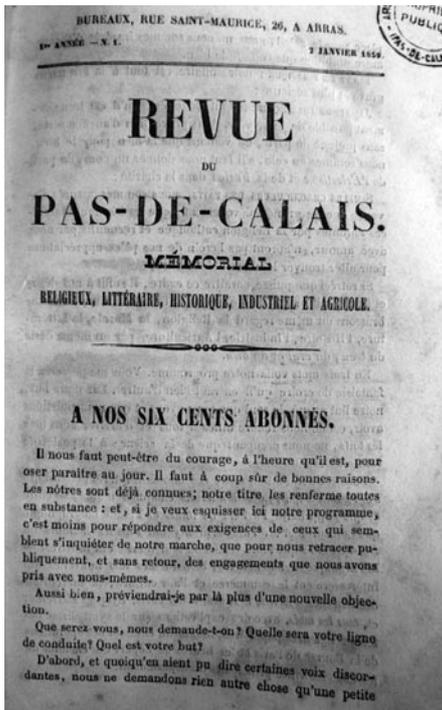
1^{er} janvier 1859, il lance avec le concours du chanoine François Robitaille *La Revue du Pas-de-Calais, mémorial religieux littéraire, historique et agricole*. C'est une revue et non pas un journal; on y trouve des études historiques et de longues notices nécrologiques de prêtres;



Après *La Liberté*, Ernest Lefranc lance le 2 août 1853 *La Société. Journal religieux, politique, littéraire et commercial*. (Collection A.D. du Pas-de-Calais)

cial. Il en signe les chroniques diocésaines et les nouvelles religieuses. Le rédacteur A. Poinsel signe des éditoriaux engagés et affirme une ligne directrice catholique et transigeante. Qui est ce Poinsel inconnu à Arras? Son patronyme est très fréquent dans la Haute-Marne

Presse officielle, presse officieuse du diocèse d'Arras



La Revue du Pas-de-Calais annonce six cents abonnés pour ses débuts en 1859. Elle ne tiendra que quinze mois. (Collection A.D. du Pas-de-Calais)

les articles sont rédigés par des érudits réputés: les abbés Parenty, Van Drival, Haigneré et des notables laïcs comme Alphonse de Cardevacque ou Paul-Marie Laroche. M^{gr} Parisis la soutient encore: «cette publication est une bonne lecture [...] sans prendre en aucune manière la responsabilité de *La Revue du Pas-de-Calais*, je désire qu'elle soit continuée à raison de sa valeur actuelle, et surtout, à raison des services plus importants qu'elle pourrait être appelée à rendre». Mais, s'étant engagée aux côtés de M^{gr} Parisis pour défendre la cause pontificale contre la politique romaine de Napoléon III, Rousseau-Leroy est condamné à une forte amende et *La Revue* interdite par le tribunal d'Arras le 16 mars 1860. Elle n'a tenu que quinze mois et n'a pas dépassé 800 abonnés. Il n'y aura pas de nouvelle tentative sous M^{gr} Parisis.

■ **La Semaine religieuse**

La troisième tentative dès le début de l'épiscopat de Jean-Baptiste Lequette, est la bonne: les deux mêmes, Rousseau-Leroy et Robitaille, créent le 1^{er} novembre 1866 *La Semaine religieuse du diocèse d'Arras, Boulogne et Saint-Omer*. Organe de presse vendu uniquement par abonnement, mais dont le public restera toujours limité aux clercs et aux laïcs

engagés. Deux rapports de police conservés aux Archives départementales⁹, malheureusement non datés, publient des listes d'abonnés à la fin du XIX^e siècle: 128 abonnés «autres que les curés et dévotés». Il s'agit essentiellement de notables et de propriétaires. Rousseau-Leroy meurt prématurément en 1869. Sa veuve garde l'imprimerie deux ans avant de retourner à Amiens; en 1871 elle cède le fonds et le titre à André Planque.

C'est à ce moment qu'un tournant décisif s'opère. L'évêché (encore clairement légitimiste) a été échaudé par l'initiative de son imprimeur officiel Alphonse Brissy, qui a fondé le 9 février 1871 un journal républicain *L'Avenir d'Arras et du Pas-de-Calais*. Il encourage la transformation en février 1872 de l'imprimerie Planque en société en commandite, Planque et Cie, et à son élargissement en 1875 en Société anonyme du Pas-de-Calais dont il devient actionnaire avec des notables dont la fidélité est à toute épreuve. L'évêché est ainsi devenu son propre imprimeur. Les documents qui sortent de la nouvelle imprimerie, installée 43 rue d'Amiens en 1876, sont désormais estampillés «Imprimerie catholique 43 rue d'Amiens», puis «Imprimerie de la Société du Pas-de-Calais», et enfin, à partir du 8 avril 1877 et pour longtemps: «Imprimerie de la Société du Pas-de-Calais, PM Laroche directeur».

La Semaine religieuse prend alors son caractère définitif. Chaque numéro commence par une **partie officielle**: les actes du Saint-Siège, les actes épiscopaux administratifs (mandements, ordonnances, avis, statuts, communiqués, nominations), doctrinaux (lettres pastorales, discours, allocutions, directives, enseignements *ex cathedra*), pastoraux (comptes rendus de toutes les activités de l'évêque: réceptions, tournées, inaugurations). La deuxième **partie dite non officielle** rapporte les événements marquants de la vie diocésaine: congrès, jubilés, pèlerinages, bénédictions de calvaires et de chapelles, installations et funérailles de prêtres, et après 1918, chaque étape de la reconstruction des églises; une «Chronique générale du rédacteur» donne parfois lieu à des prises de position politiques; les informations juridiques régulières sont particulièrement développées au moment de la séparation des Églises et de l'État; le reste est constitué par des notes relatives au



Troisième tentative pour la presse officielle du diocèse: *La Semaine religieuse* dont le premier numéro est daté du 1^{er} novembre 1866. (Collection Archives diocésaines d'Arras)

dogme, à la morale, au droit canon, à la liturgie, à la piété; les grands sermons de circonstance comme le célèbre «panégyrique de Saint-Vaast» y sont intégralement retranscrits chaque année. Cette publication est un outil de travail à la disposition du clergé et un relais de la pensée officielle de l'Église auprès des laïcs; elle apporte les textes officiels, rapporte les événements marquants et les interprète dans le «bon sens». Une table analytique annuelle en fait un instrument précieux pour l'historien.

À partir de la séparation des Églises et de l'État, sous l'impulsion de M^{gr} Williez, elle devient un fer de lance pour les combats apostoliques à mener. Sa publication est interrompue pendant la Première Guerre mondiale et ne reprend qu'en 1917. *La Semaine religieuse* devient particulièrement riche en informations diocésaines dans l'entre-deux-guerres, période où le chanoine Paul Hoguet dirige les Œuvres du diocèse.

En 1945, après la dissolution de la *Société anonyme du Pas-de-Calais*, *La Semaine religieuse* change de titre, devient *Informations religieuses*. Son contenu est plus modeste, les informations diocésaines ne sont plus exhaustives et il n'y a plus trace de commentaire politique. La nouvelle publication

Presse officielle, presse officieuse du diocèse d'Arras



Après la Libération, *La Semaine religieuse* devient *Informations Religieuses*. (Collection Archives diocésaines d'Arras)

émarge directement au budget du diocèse; son impression est de nouveau confiée à une entreprise indépendante (celle d'Antoine Charruey). Il en va de même pour *Église d'Arras* qui en prend la suite en 1962 et qui sort des presses de l'Imprimerie de la Centrale de Lens. Désormais les évêques y écrivent eux-mêmes à chaque livraison un éditorial doctrinal ou pastoral.

De la fondation de *La Semaine religieuse* en 1866 jusqu'à *Église d'Arras* d'aujourd'hui les rédacteurs ont toujours été exclusivement des prêtres de confiance de l'évêque. Le 11 octobre 1991 encore, M^{gr} Derouet le rappelle clairement: «Le bulletin religieux du diocèse est l'organe officiel de l'Évêque; celui-ci cautionne le contenu de la publication¹⁰.»

■ LA PRESSE OFFICIEUSE

De 1875 à 1944 des journaux qualifiés de «catholiques» ou «d'inspiration catholique» sont censés travailler à la défense des intérêts religieux et au relèvement de l'ordre social chrétien. Les deux titres possédés par la Société anonyme du Pas-de-Calais créée en 1875, dont l'évêché est actionnaire, sont les premiers concernés.

■ Le Pas-de-Calais

Ce journal quotidien publié à partir du 18 octobre 1870 sous la gérance d'Émile

Fréchon et imprimé chez la veuve Rousseau-Leroy, est cédé quelques semaines plus tard à André Planque. Il se double à partir d'avril 1872 d'un supplément *Le Pas-de-Calais hebdomadaire* dont le succès est immédiat.

Il nous intéresse à partir du moment où la Société anonyme du Pas-de-Calais se substitue à la société en commandite Planque et Cie, le 29 octobre 1875. Ses statuts sont sans équivoque: «Les principes qui régissent l'ancienne Société régiront la nouvelle, et, par suite, le journal politique sera toujours et plus que jamais rédigé dans le but de défense et de propagation du principe de la monarchie héréditaire et traditionnelle, s'appuyant sur les institutions représentatives, conformément au programme de M^{gr} le comte de Chambord, chef de la Maison de France, et sans qu'on puisse jamais s'écarter de ce programme... Les œuvres politiques, littéraires et artistiques et, en général, toutes les publications de l'imprimerie seront rédigées dans des vues et principes en tous points conformes aux enseignements de l'Église catholique romaine¹¹.»

Le commissaire de police d'Arras ne s'y trompe pas¹²: «Le journal *Le Pas-de-Calais*... a été fondé par une société de légitimistes au capital de 200 000 F... l'évêque d'Arras, de Galametz, Passelle,

ancien notaire, Cavrois de Saternault, Lantoine, ex-auditeur au Conseil d'État, de Clerck, de Partz député, le comte de Tramecourt, propriétaire à Lignereuil, le baron de Beaufort, propriétaire au Cauroy, le marquis de Bertoult à Hautecloque, le comte de Bryas, de Diesbach à Gouy-en-Artois, etc. Ce journal a pour directeur Paul Laroche, imprimeur,... clérical comme toute sa clientèle. Le gérant est M. Planque André, veuf sans enfant, clérical à outrance, qui a porté la soutane. [...] Le journal *Le Pas-de-Calais* reçoit ses inspirations de l'évêché. Le vicaire général Roussel y écrit, dit-on, les articles signés H.M. M de Galametz y écrit également. Les questions agricoles sont traitées par M. le comte de Diesbach... Les professeurs du séminaire contribuent à la rédaction». Le journal est et reste donc légitimiste et clérical.

Quinze ans plus tard, le 20 février 1890, l'acquisition par la Société anonyme du Pas-de-Calais du quotidien le *Courrier du Pas-de-Calais*, complète la mise en place de l'outil de propagande désiré. Pour ne pas mettre en concurrence les deux titres, la SA du Pas-de-Calais abandonne la publication du *Pas-de-Calais quotidien* au profit du *Courrier*, mais continue *Le Pas-de-Calais hebdomadaire* qui sera prospère jusqu'à sa disparition le 19 mai 1940.

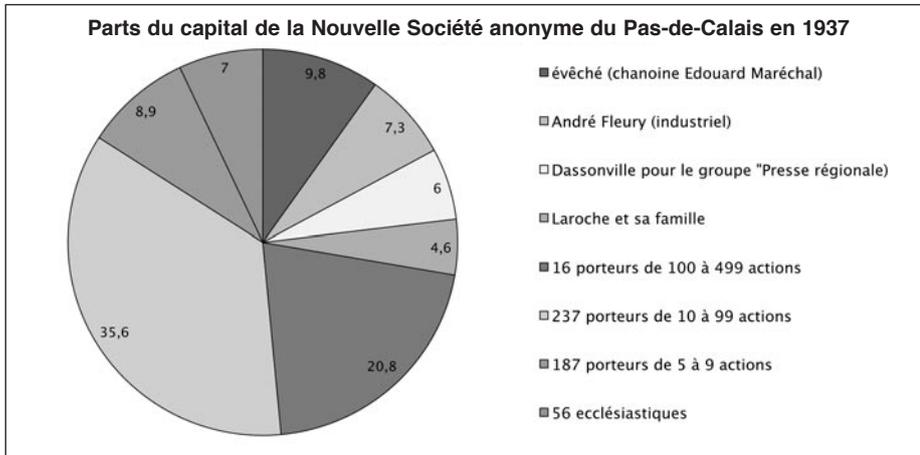


Le Pas-de-Calais hebdomadaire connut le succès dès son lancement et jusqu'à sa disparition en mai 1940. (Collection Archives diocésaines d'Arras)

■ Le Courrier du Pas-de-Calais

Le Courrier du Pas-de-Calais, fondé sous ce titre en 1830, a été possédé par deux grandes familles catholiques, les Tierny pendant 48 ans, puis des de Sède pendant 22 ans. Il était orléaniste sous Louis-Philippe, bonapartiste sous Napoléon III et se retrouvait depuis 1870 sur la même ligne antirépublicaine que *Le Pas-de-Calais* quand il est repris par la SA du Pas-de-Calais en 1890. Deux ans plus tard, M^{gr} Williez accède au siège épiscopal d'Arras. Il sera l'artisan prudent du Ralliement à la République, mais *le Courrier* demeure très conservateur. Paul-Marie Laroche, son directeur, nomme le brillant journaliste Arthur Martin rédacteur en chef. Paul-Marie Laroche entreprend encore, au tournant du siècle, la construction des nouveaux

Presse officielle, presse officieuse du diocèse d'Arras



(Graphique Michel Beirmaert)

locaux, inaugurés en 1902, qui donnent à la fois boulevard de Strasbourg et place de la Gare. Puis il cède la direction à l'ingénieur Jules Éloy. Après le décès inopiné d'Arthur Martin en janvier 1907, l'avocat Georges Lenoir est désigné pour lui succéder. Il faut attendre l'augmentation de capital de 1913, la démission de Georges Lenoir au début de 1914 et son remplacement par Paul Deron pour que la ligne directrice du journal se modère. Paul Deron appartient à la génération qui a milité dans l'Association catholique de la jeunesse française et les Secrétariats sociaux sous M^{re} Williez. Avec lui c'est une génération tournée vers l'avenir plus que vers le passé qui prend les rênes du journal.

Les journaux de la SA du Pas-de-Calais cessent de paraître pendant la guerre, et ne reprennent leur publication qu'en mars 1920 pour le *Courrier* et en mars 1924 pour *Le Pas-de-Calais hebdomadaire*.

Une gestion imprudente des dommages de guerre et de la reconstruction par Jules Éloy conduisent la SA du Pas-de-Calais à la quasi-faillite en 1924. C'est un ecclésiastique appartenant à la grande famille Laroche qui la sauve. Le chanoine Jean-Marie Laroche lance un appel à souscription dans le diocèse et constitue en 1925 une Nouvelle SA du Pas-de-Calais. L'évêché en est le premier actionnaire et il en inspire toujours la ligne.

Dans sa Lettre pastorale sur la Presse du 11 février 1937, M^{re} Dutoit écrit : « Ces traits du journal catholique, nous les retrouvons aussi, quoique diversement nuancés, dans notre journal arrageois le *Courrier du Pas-de-Calais*, par l'accueil fait aux instructions pontificales et épi-

scopales, par sa courageuse chronique des spectacles, et par la note élevée, distinguée et vraiment pieuse qui caractérise sa description des fêtes chrétiennes. »

Le rédacteur en chef des deux titres, Georges Lequette, leur donne une nouvelle impulsion qui est stoppée par l'invasion le 19 mai 1940. *Le Pas-de-Calais hebdomadaire*, qui avait atteint un tirage de 70000 exemplaires en 1939 ne reparaitra plus. Le *Courrier* reparait le 30 juin, mais connaît à partir de ce moment ses années noires qui causeront sa disparition en septembre 1944.

LES AUTRES TITRES DE LA PRESSE OFFICIEUSE

En 1891, l'Œuvre de la presse chrétienne dans le diocèse d'Arras classe au premier rang les suppléments locaux à *La Croix de Paris*: *La Croix d'Arras*, de l'Artois et des Pays houillers et *La Croix du Pas-de-Calais* (Boulogne, Calais, Saint-Omer, Montreuil).

En 1931, dans son *Manuel des Œuvres*, au chapitre « Des Œuvres de propagande », le chanoine Paul Hoguet cite, en

plus de ceux qui ont été présentés ci-dessus, les quotidiens: *L'indépendant du Pas-de-Calais* fondé en 1848 à Saint-Omer, *Le Télégramme du Pas-de-Calais et de la Somme* à Boulogne, *La Croix du Nord* imprimé à Lille¹³; les cinq bihebdomadaires de l'imprimerie Basin à Béthune: *L'Avenir de l'Artois*, *L'Avenir d'Auchel*, *L'Avenir de Bruay*, *L'Avenir de Lens*, *Le Guetteur de Lillers*; il y a encore: *L'Abeille de la Ternoise* à Saint-Pol, *L'Écho de la Lys* à Saint-Omer, *Le Journal du Portel et du canton de Samer*.

On peut ranger aussi dans la presse officieuse du diocèse *Le Lion d'Arras*, publié



Le Lion d'Arras, publié à partir de 1916, a été créé par les abbés Millecamp et Ducrocq et un séminariste Aimé Guerrin. (Collection Archives diocésaines d'Arras)



Le Belfroi d'Arras succède au *Lion d'Arras* en janvier 1920 à novembre 1925. (Collection Archives diocésaines d'Arras)

de 1916 au 1^{er} janvier 1920 et *Le Belfroi d'Arras* qui lui a succédé de 1920 à novembre 1925. *Le Lion* a été créé par les abbés Millecamp et Ducrocq et un séminariste postulant jésuite qui portait soutane et qui est connu sous le nom de « l'abbé Guerrin » (Aimé Guerrin). De santé fragile, malgré sa fougue, il ne put

Presse officielle, presse officieuse du diocèse d'Arras

entrer dans la Compagnie de Jésus, et opta pour le mariage en 1925. Il fit une belle carrière de journaliste parisien et de résistant, vécut 89 ans, et eut avec son épouse neuf enfants dont quelques-uns nous ont confié de précieuses informations. *Le Lion* est financé par le père, Eugène Guerrin, industriel à Fampoux avant 1914 et réfugié à Neuilly pendant la guerre. Il rachète en 1920 ce qui restait du matériel de Victor Sueur-Charruey et crée rue Sainte-Marguerite l'Imprimerie Centrale de l'Artois. Cette entreprise travaille pour l'évêché, de 1926 à 1940 et de 1947 à 2004, en imprimant l'*Annuaire diocésain*.

CONCLUSION

«Le journal est un excellent moyen de répandre partout les bonnes doctrines et de redresser beaucoup d'idées¹⁴». Le vicaire général de M^{gr} Parisis, Pierre Favrel, justifiait ainsi en 1853 sa participation à la rédaction du journal *La Société*, première ébauche d'un bulletin diocésain officiel. C'est par le biais de la Société anonyme du Pas-de-Calais, de 1875 à 1924, puis de la Nouvelle SA du Pas-de-Calais, de 1925 à 1945, que l'évêché d'Arras a publié un bulletin devenu son journal officiel; c'est par elles aussi qu'il a pris le contrôle et utilisé pendant la même période, pour exprimer ses positions et contribuer à former l'opinion, un hebdomadaire *Le Pas-de-Calais* et un quotidien le *Courrier du Pas-de-Calais*.

Au début du XXI^e siècle ne subsistent que le bulletin officiel *Église d'Arras* et

l'hebdomadaire régional *La Croix du Nord*, patronné par les trois évêchés d'Arras, Cambrai et Lille. Les autres titres considérés en 1931 comme organes officieux, s'ils n'ont pas disparu, n'ont plus de lien avec le diocèse.

Les entreprises de presse sont l'œuvre commune de bailleurs de fonds, d'imprimeurs, de rédacteurs et de journalistes. Ceux qui écrivent se recrutent en fonction de leurs convictions et de leurs talents et ils se renouvellent souvent; certains sont connus et il est aisé d'en préciser la biographie; d'autres n'ont laissé que leur nom au bas de leurs articles et demeurent de parfaits inconnus. Les imprimeurs sont des entrepreneurs locaux, soumis aux exigences de rentabilité. Au XIX^e siècle, ils ne sont pas que des prestataires de service, ils investissent dans les titres qu'ils impriment ou sont associés au capital quand l'entreprise prend de l'envergure. Ils forment des dynasties et nouent entre eux des liens économiques et familiaux. Eux aussi sont guidés par un idéal politique et social. Les uns et les autres mériteraient pour eux-mêmes une recherche spécifique.



Le *Courrier du Pas-de-Calais* dont Mgr Dutoit disait dans sa lettre pastorale du 11 février 1937 qu'il avait tous les traits du journal catholique. (Collection Archives diocésaines d'Arras)

On pourra trouver dans le *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, (tome 11, Artois-Côte d'Opale) à paraître à l'automne 2013 aux éditions Beauchesne à Paris, les notices biographiques des imprimeurs arrageois qui ont travaillé à divers titres pour l'évêché, ainsi que celles des directeurs, des administrateurs et des rédacteurs de la presse diocésaine.

M. B.

Ancien archiviste diocésain,
Michel Beirnaert est secrétaire
de la Commission départementale des Monuments
et Antiquités du Pas-de-Calais.

1. Hilaire Yves-Marie, *Une chrétienté au XIX^e siècle? La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras (1840-1914)*, PUL, Villeneuve-d'Ascq, 1977.

2. Visse Jean-Paul, *La presse arrageoise 1788-1940*, Société des Amis de Panckoucke, Roubaix, 2009.

3. Ce furent successivement: la veuve Nicolas, née Sohier ou Soyoz (1803-1811), Paul Bocquet (1812-1821), la veuve Bocquet née Brissy (1821-1838), Sigismond Brissy (1838-1853), Alphonse Brissy (1854-1873), la veuve Brissy, née Romain, (1873-1874), René Brissy dit Le Choleux (1874-1875), la Société anonyme du Pas-de-Calais (1875-1944).

4. Fondée en 1846 par Jacques Collin de Plancy.

5. (Arras, 31.01.1820 - n. c.).

6. Hilaire Y-M, *op. cit.*

7. (Pont-Sainte-Maxence 05.11.1833 - Arras 26.06.1869).

8. (Amiens 23.08.1829- n. c.).

9. AD 62: 10 T 24.

10. A. dioc. Arras, 7 K 1.

11. A. dioc. Arras, 3 L 3 -19.

12. AD 62, 10 T 24, Rapport au Maire d'Arras, le 5 mars 1881.

13. Dans sa Lettre pastorale sur la presse, du 11 février 1937, M^{gr} Dutoit écrit: «Quant à *La Croix du Nord*, elle s'est toujours signalée par une intrépide fidélité aux directions pontificales, par une ample information sur la vie catholique de toute notre région, par un généreux appui prêté à toutes les organisations sociales chrétiennes, par une adaptation constante aux progrès de la technique moderne et aux besoins de sa clientèle de toute condition et de tout âge. Journal catholique, journal social, journal familial, telle est *La Croix du Nord*».

14. Pierre Favrel, cité par Charles Guillemant, *Pierre-Louis Parisis, tome III, l'évêque d'Arras*, p. 113.

La presse du Nord Pas-de-Calais pendant l'Occupation

Le cas du Courrier du Pas-de-Calais

Durant la Première Guerre, dans la région, dès l'arrivée des Allemands, les journaux cessent de paraître. À Arras, située à quelques kilomètres du front, plus aucun périodique n'est également édité. Ils ne reparaissent que plusieurs mois après l'armistice.

En 1940, quelques semaines après l'occupation des départements du Nord et du Pas-de-Calais, plusieurs journaux reprennent leur parution. *Le Télégramme* à Boulogne, *Le Phare de Calais* et *Le Petit Calaisien* à Calais, *Le Petit Béthunois* à Béthune et le *Courrier du Pas-de-Calais* à Arras. Pendant quatre ans, ces journaux sont édités sous le contrôle scrupuleux de l'occupant. Conformément à l'ordonnance du 23 juin 1944 signée à Alger par le général de Gaulle, tous ces journaux sont interdits à la Libération.

En nous focalisant sur le quotidien arrageois, examinons, après avoir rappelé son histoire, les conditions de sa réparation, la forme de sa collaboration, marquée par plusieurs étapes, son influence sur la population, enfin comment s'opéra l'épuration.

■ Un vénérable journal

Lorsque l'Allemagne attaque la France le 10 mai 1940, le *Courrier du Pas-de-Calais* est l'un des plus anciens quotidiens paraissant dans le Nord-Pas-de-Calais. Il est dans sa 136^e année. Ce quotidien est le seul encore édité dans la préfecture du Pas-de-Calais après la disparition le 16 septembre 1939 de *L'Avenir du Pas-de-Calais* dont le tirage ne dépassait plus les 700 exemplaires.

Il est l'héritier d'une feuille d'annonces, la *Feuille hebdomadaire du Pas-de-Calais* créée en mai 1803 par la veuve de l'imprimeur Michel. Elle a été rachetée en 1821 par Auguste Tierny qui, après la révolution de juillet 1830, la rebaptise *Courrier du Pas-de-Calais* et en fait ensuite un organe politique. D'abord orléaniste, ce journal soutient la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte lors de l'élection présidentielle au suffrage universel en décembre 1848. Dès lors la



La Feuille hebdomadaire du département du Pas-de-Calais, créée en 1803, a précédé le *Courrier du Pas-de-Calais*. (Collection AD Pas-de-Calais)

fidélité du *Courrier du Pas-de-Calais* au président de la République puis à l'empereur ne se dément plus. La chute de l'empire n'entame pas les convictions du journal qui trouve dans le Boulangisme un nouvel espoir de renverser la République.

En mars 1890, le *Courrier* est racheté par la Société du Pas-de-Calais dirigée par Paul Marie Laroche.

Cette société édite le quotidien royaliste éponyme *Le Pas-de-Calais*, fondé au lendemain de la chute de l'Empire. Les deux périodiques partageant le même combat contre la République, le nouveau propriétaire décide de les rassembler sous un même titre d'abord le *Courrier et Le Pas-de-Calais réunis*, puis le *Courrier du Pas-de-Calais*. Jusqu'à la veille de la Première Guerre, le journal soutient la cause monarchiste. Tous les chroniqueurs parisiens qui y collaborent appartiennent à des feuilles impérialistes, nationalistes, anti-opportunistes. La police dit qu'il suit la « ligne de conduite politique de M.

Taillandier » député conservateur rallié¹. En 1903, il fête donc ses cent ans. Quelques mois plus tôt, il s'est installé « presque luxueusement » – pour reprendre les termes d'un rapport établi en 1925² – dans un nouvel hôtel, situé face à la gare, et qui a été béni par l'évêque d'Arras. En 1909, toutes les installations techniques sont modernisées. Le journal est notamment équipé d'une rotative Marinoni capable d'imprimer en une heure 12 000 exemplaires comprenant six à huit pages. Ce qui est manifestement trop pour un quotidien dont la diffusion ne dépasse guère les limites de l'arrondissement d'Arras et dont le tirage n'excède pas 2 000 exemplaires. Cependant à côté du quotidien, la société du Pas-de-Calais édite un hebdomadaire, *Le Pas-de-Calais*, assez populaire dans le milieu rural, où sa diffusion dépasse les 40 000 exemplaires. Elle est également l'imprimeur de l'évêché et, à ce titre,



Auguste Tierny qui racheta la *Feuille hebdomadaire* à la veuve de l'imprimeur Michel. (Gilbert Tierny, La famille Tierny : de l'Irlande à l'Artois 1690-1990)

imprime et met en vente le catéchisme diocésain, *La Semaine religieuse* et bien d'autres brochures.

La presse du Nord Pas-de-Calais pendant l'Occupation

En octobre 1914, l'immeuble de la place de la Gare est bombardé et le *Courrier du Pas-de-Calais* se tait pendant plus de cinq ans. Il ne reparait qu'en mars 1920 et dans des conditions difficiles. Le *Courrier du Pas-de-Calais* est devenu républicain, proche de l'Alliance démocratique, s'opposant farouchement au socialisme et au bolchevisme. La police le qualifie de « libéral progressiste³ ». Profitant des dommages de guerre, la direction de la Société du Pas-de-Calais « s'attache à faire grand » pour reprendre à nouveau une expression utilisée dans le rapport cité plus haut. Un nouvel immeuble a été construit boulevard de Strasbourg et une nouvelle rotative a été achetée, mais « l'énorme machine tourne à vide⁴ », l'établissement des factures des travaux de labeur est empirique. Quant au journal, il est nettement déficitaire. Résultat : la Société affiche un bilan négatif, les entrepreneurs et les fournisseurs ne sont plus payés.

Dès le mois d'avril 1925, le chanoine Maréchal, vicaire général de l'évêché, est à la manœuvre. Celui-ci ne fait pas partie du conseil d'administration du journal présidé par le baron Cavrois de Saternauld⁵, mais représente les intérêts de l'évêché⁶. La dissolution de la Société semble programmer, les experts consultés par le chanoine Maréchal sont au moins d'accord sur deux points : la vente d'une partie du matériel de l'imprimerie



L'abbé Jean-Marie Laroche qui en 1925 permet de relancer le journal. (Album du 125^e anniversaire. Collection Archives diocésaines d'Arras)

dont « l'abondance et la qualité [...] font l'admiration des techniciens » et la division de la société en deux affaires aux contours variables : une première strictement politique, le *Courrier du Pas-de-Calais*, une seconde industrielle et commerciale, l'imprimerie. Lors de l'assemblée générale des actionnaires, le

26 juin 1925, la dissolution est prononcée. L'abbé Laroche, fils du fondateur de la Société, obtient cependant une option de reprise à condition de trouver les fonds nécessaires. Dès le 30 mai, lorsqu'il a appris les intentions du conseil d'administration, il a lancé un appel aux lecteurs pour acheter l'imprimerie et les journaux. Et effectivement, grâce à la mobilisation des lecteurs et surtout de nombreux prêtres du diocèse, le 16 octobre 1925, une nouvelle société anonyme du Pas-de-Calais est fondée par l'abbé Jean-Marie Laroche avec pour objet la reprise et l'exploitation de l'imprimerie et la continuation du journal politique le *Courrier du Pas-de-Calais* et de l'hebdomadaire *Le Pas-de-Calais*⁷.

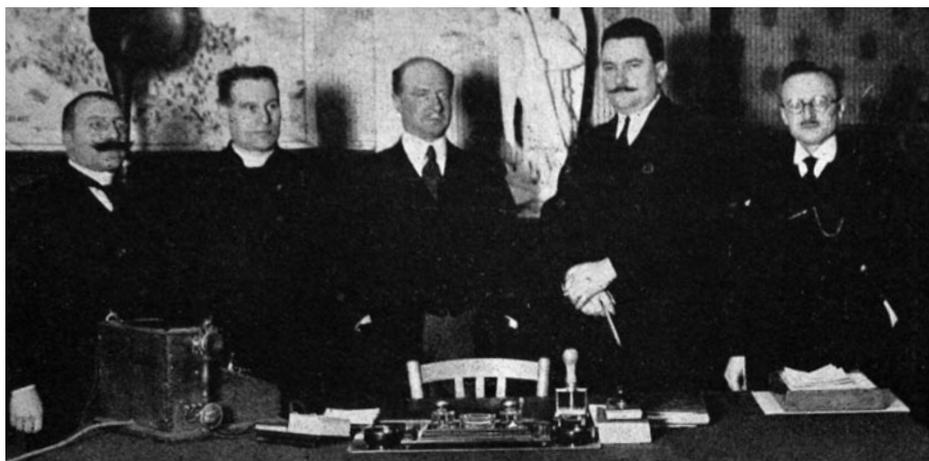
Le capital est d'un million deux cents mille francs, représenté par 12000 actions. Le nouveau conseil d'administration est désormais composé de Jules Dassonville⁸, administrateur de la Presse régionale, société fondée en 1904 par Paul Féron-Vrau et qui regroupe une douzaine de quotidiens catholiques, André Fleury, industriel, Pierre Saudemont, commerçant et président du tribunal de commerce d'Arras, Marc Scaillicrez, maire de Feuchy et syndicaliste agricole. Si le chanoine Maréchal n'apparaît pas dans le conseil d'administration, c'est cependant le plus gros actionnaire avec 1079 contre 238 à l'abbé Laroche. La direction de l'imprimerie est confiée à un nouveau responsable, François Michel. Quelques machines ont probablement été revendues⁹. Quant à la rédaction des journaux, elle est toujours dirigée par Georges Lequette. En janvier 1928, le *Courrier* fête ses 125 ans et Pierre Saudemont devient président du conseil d'administration.

La partie n'est cependant pas terminée. En 1933, Pierre Saudemont meurt et une nouvelle lutte d'influences semble s'engager, qui oppose probablement deux tendances de la droite catholique¹⁰. À l'issue de manœuvres auprès des petits actionnaires, le chanoine Maréchal, Jules Dassonville et M^c Philippe Gerber finissent par contrôler la Société au détriment de l'abbé Laroche et de ses amis. À la veille de l'invasion allemande, le conseil d'administration composé de neuf membres représentants de tendances différentes allant de l'Action française aux démocrates populaires, est présidé par Jules Dassonville. La rédaction du



L'immeuble de la Société anonyme du Pas-de-Calais construit après la Première Guerre, boulevard de Strasbourg. (Album du 125^e anniversaire. Collection Archives diocésaines d'Arras)

La presse du Nord Pas-de-Calais pendant l'Occupation



Le Conseil d'administration, sous la présidence de Pierre Saudemont, fête en 1928 les 125 ans du journal. (Album du 125^e anniversaire. Collection Archives diocésaines d'Arras)

Courrier du Pas-de-Calais et du *Pas-de-Calais* dirigée par Georges Lequette comprend un secrétaire de rédaction et trois rédacteurs. Le quotidien paraît jusqu'en 19 mai 1940 date où le quartier de la gare est bombardé par les Allemands. L'occupation commence le 24 mai¹¹.

■ Les premiers temps de l'occupation

L'armistice est signé le 22 juin et prend effet le 25. Au milieu du chaos qui règne dans la région, la presse est un outil indispensable à sa réorganisation. Contrairement à ce qui s'est passé lors de la Première Guerre, les Allemands ne souhaitent probablement pas créer leurs propres journaux, mais bien se servir ceux qui étaient en place avant leur arrivée. À Lille, ils ont pourtant lancé une *Gazette du Nord* qui réveille les souvenirs de *La Gazette des Ardennes*, organe de propagande paru durant la Première Guerre. Devant le peu d'intérêt que suscite cette *Gazette du Nord*, ils ont obtenu la reparution, le 21 juin, d'un avatar des « journaux réunis », une feuille d'information réalisée par les cinq quotidiens lillois à la demande du préfet quelques jours avant leur arrivée, le *Bulletin de Lille et de la région du Nord*.

Le *Courrier* du Pas-de-Calais reparait le samedi 29 juin 1940 dans le courant de l'après-midi. Journal du soir, il est antidaté au dimanche 30 juin. L'épisode est brièvement raconté dans l'édition du 24 juin 1941. Selon un argument avancé par de nombreux patrons de presse qui obtiennent l'autorisation de reparaitre,

« les membres du conseil d'administration, présents à Arras, avaient décidé que le journal devait reparaitre sans tarder dans le double but de donner du travail à quelques ouvriers et d'apporter au public le réconfort des nouvelles locales et des informations générales. » Après la Libération, dans l'argumentaire qu'ils présenteront pour leur défense, les dirigeants de la Société du Pas-de-Calais tiennent un langage différent, ils parlent alors de réquisition¹². Dans l'adresse aux lecteurs qui paraît en Une de l'édition du 30 juin 1940, la direction affirme à plusieurs reprises qu'elle n'a qu'un objectif : « rendre service, aider de tout [son] pouvoir¹³ ».

Les circonstances de cette reparution peuvent être précisées à travers le compte rendu de la réunion du conseil d'administration du 16 septembre 1940¹⁴, mais aussi la déposition de Georges Besnier, qui a été nommé secrétaire général de la mairie d'Arras en pleine débâcle. Lors des combats de mai, la plus grande partie du personnel a fui à Arras. Contrairement aux grands régionaux, la direction du *Courrier* n'avait pas prévu, semble-t-il, de plan de repli en cas d'invasion. Le premier revenu à Arras est le directeur commercial Jean Geneau qui évite le déménagement du matériel de l'imprimerie. Puis, le personnel rentrant progressivement, il déblaie l'atelier, maintient en état le matériel. Dès le 12 juin, la direction du *Courrier* est l'objet d'une première sollicitation de la part de l'occupant. Elle objecte l'absence des rédacteurs, mais aussi le manque d'électricité et de gaz permettant de faire tourner les machines,

elle demande cependant au personnel de se tenir prêt. Le 23 juin, le commandant allemand convoque à nouveau un représentant du journal et lui fixe comme date ultime de reparution le 30 juin, personne ne semble opposer de résistance. Georges Besnier fera part du dilemme qui se posait aussi bien à l'administration municipale en place qu'à la direction du *Courrier* : « laisser l'ennemi publier un journal ou accepter le moindre mal, faire un journal en se réservant un secteur libre dans le domaine des informations locales¹⁵. » Malgré les réticences du préfet Rochat, il se montre favorable à la deuxième solution.

Le rédacteur en chef Georges Lequette qui, avant la guerre, a signé des billets très hostiles à l'égard des Allemands, les traitant au lendemain de l'invasion de la Pologne de voleurs, de menteurs, et d'assassins¹⁶, refuse cependant de reprendre son poste. Alfred Devillers, par ailleurs directeur de la caisse du Crédit agricole du Pas-de-Calais, et le chanoine Édouard Maréchal font appel à une personne étrangère au journal, Maurice Sallon. Sexagénaire – il est âgé de 64 ans –, ce dernier sera secondé par « un jeune homme pour accueillir les communiqués des administrations », tandis que le directeur commercial est chargé de la mise en page.

C'est la deuxième fois que ce nouveau rédacteur en chef vient au secours du *Courrier*¹⁷. D'août à octobre 1914, Maurice Sallon avait pris la succession de Paul Deron mobilisé dès le début des hostilités. Si, avant la Première Guerre, il a écrit dans plusieurs journaux locaux *La République libérale*, *La Croix*, *L'Artésien*, l'homme n'est pas journaliste. Il a toujours donné la préférence à sa profession, courtier de commerce. Il connaît bien les administrateurs ou les anciens administrateurs du journal. Dans sa jeunesse, il a fait partie d'un groupe de militants catholiques très impliqués dans l'action sociale : Marc Scaillierez, Philippe Gerber, Georges Deletoille...¹⁸. Il s'agit donc d'éviter le pire. Le journal a gardé la physionomie qu'il avait avant l'invasion, mais il ne paraît plus que sur deux pages. Dans les premières éditions, Sallon manie plus souvent la paire de ciseaux et le pot de colle que la plume. Outre les communiqués officiels, le journal est fait de quelques papiers historiques, de contes. Ses collaborateurs sont

La presse du Nord Pas-de-Calais pendant l'Occupation

des membres de l'Académie d'Arras, de la fédération agricole du Pas-de-Calais, et de tous ceux qui veulent l'aider¹⁹. Le journal en énumère quelques-uns une semaine après sa parution : E. Fournier, professeur de droit canonique à Paris, A. Thellier, de la fédération agricole du Pas-de-Calais, Foulon de l'académie d'Arras, Alphonse Tierny, président de l'Action catholique auxquels viendront s'ajouter par la suite Alexandre Cavois de Saternault, l'abbé Lestoquoy, Malpeaux, ingénieur agricole et rédacteur en chef de *L'Agriculture de la Région du Nord*²⁰... Les rédacteurs bénévoles ne semblent pas manquer. Le *Courrier* bénéficie également quelques signatures prestigieuses : Germaine Mornand, connue pour ses nouvelles et contes pour enfants, François Ducaud-Bourget,...

Le journal retrouve son secrétaire de rédaction, Gaston Debray, puis ses deux rédacteurs, Jean Lambert et Pierre-Alain Doutremépuich, remplacé plus tard par François Saudemont. Comme on peut le lire en décembre 1940, « il reprend petit à petit ses habitudes d'avant les hostilités²¹ ». Sur deux ou quatre pages, la Une s'ouvre par les nouvelles de la guerre d'après les communiqués du Grand quartier général du Führer et des forces italiennes, mais le journal s'est enrichi d'une chronique régionale et il publie à intervalles irréguliers une page littéraire, une page consacrée à la femme et aux enfants, et plus régulièrement une page agricole, une page économique et une page sportive « confiées à des spécialistes ou à certains groupements²² ». Pour ce qui est de l'information locale, Georges Bernier rapporte en 1945 « qu'il voyait tous les jours les rédacteurs du journal [...] afin de leur expliquer ce qu'il fallait dire ou ne pas dire, surtout en ce qui concernait les affaires de la ville, afin de se soustraire à la curiosité ennemie et de résister à son influence²³. » Les communiqués de la mairie, de la préfecture, de l'occupant, des associations forment la substance de cette rubrique locale, les journalistes évoquent aussi les préoccupations quotidiennes de la population, les faits divers ne sont pas absents, et on peut être surpris par l'importance accordée aux spectacles.

Le journal s'est rallié à la bannière du maréchal. Lorsqu'il trace le bilan de l'année écoulée et examine les perspectives pour 1941, son éditorialiste salue « la

reconstruction politique de la France, le redressement entrepris par le maréchal ». « Répondre tous à l'appel qui nous est fait, écrit-il, voilà notre plus clair devoir ». Son discours ne détonne guère de celui de l'ensemble de la presse de l'époque. Et dans l'arrondissement d'Arras, il appelle ses lecteurs à méditer « l'admirable lettre que Monseigneur Dutoit vient d'adresser aux catholiques du Pas-de-Calais : elle contient les meilleures raisons d'asseoir notre conviction et les directives les plus nettes ». Dans cette lettre pastorale lue dans les églises du diocèse, l'évêque d'Arras, plutôt connu pour son engagement contre les conservateurs sous le pontificat de Pie XI, approuve l'armistice, adhère à la politique du maréchal et prône la collaboration qui « suppose simplement une libre et loyale volonté d'entente. Je collabore, donc je ne suis pas l'esclave à qui l'on interdit toute initiative de parole et d'action et qui n'est bon qu'à enregistrer et qu'à exécuter des ordres. Je collabore donc j'ai droit d'apporter là une pensée personnelle et un effort original à l'œuvre commune : je puis dire non et je puis dire mieux. On ne me refuse pas d'être moi-même et de mettre en valeur mon génie et mes ressources pour accroître le prix de cette collaboration qu'on déclare souhaitable et utile.

La collaboration est le signe sous lequel devra se conclure pour être durable la paix de demain. Qu'un soldat français ait le premier prononcé ce mot au lendemain d'une défaite et à l'invitation du vainqueur, qu'il ait abdicqué l'esprit de revanche au profit de l'esprit de justice avec l'espoir de créer une atmosphère nouvelle, c'est ce qui peut apparaître comme une gloire peu commune²⁴. »

La reprise de la presse ne s'est pas faite sans contrôle de l'Occupant essentiellement par l'intermédiaire de la Propaganda Staffel de Lille, filiale de la Propaganda Abteilung de Bruxelles, qui dépend de l'armée²⁵. Le 16 décembre 1940, le général Niehoff, commandant militaire pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais (OFK 670), signe une ordonnance relative à l'édition des journaux et des périodiques dans le Nord et le Pas-de-Calais qui ne peuvent paraître sans une autorisation préalable et voient leur liberté limitée. Cependant la Propaganda Abteilung subit également

l'influence grandissante du ministre de Reich pour l'information du peuple et pour la Propagande²⁶. Dans une ville comme Arras, la Propaganda Staffel a probablement un représentant à la Kommandantur. Peut-être le commandant Jousels dont il fait allusion dans le compte rendu de la séance du Conseil d'administration du *Courrier* du 16 septembre 1940²⁷. La Propaganda Staffel impose un certain nombre de directives, fournit même des articles et, dans les premiers mois, inflige la présence d'un censeur dans les rédactions lilloises.

Les documents manquent, semble-t-il, pour décrire les conditions de travail des journalistes du *Courrier*. Par contre grâce aux comptes rendus d'audition après la guerre de rédacteurs ou de directeurs d'autres journaux du département, on peut les imaginer. Les propos du directeur du *Phare de Calais* montrent combien la rédaction a peu de prise sur l'information politique : « Le matin par hors sac arrivent des articles rédigés à Bruxelles. Vers midi parvient un deuxième courrier contenant les nombreuses informations et les journaux belges, au nom du rédacteur politique, envoyés par Belga press ». Le rédacteur en chef du *Télégramme du Pas-de-Calais* rappelle que « les officiers de la Kommandantur locale, puis de la censure venaient journallement à la rédaction et à l'atelier de composition²⁸. » Enfin si l'éloignement de Lille rend la pression de la Propaganda Staffel un peu moins pesante, les rédacteurs en chef doivent participer chaque vendredi à une conférence de presse à Lille au cours de laquelle ils reçoivent un certain nombre de directives.

Après quelques mois, la presse de la zone interdite apparaît trop attentiste aux Allemands qui s'impatientent. Ils veulent des journaux franchement engagés dans la politique de collaboration. Lorsqu'en février 1941 paraît en Une un premier éditorial, signé S, l'auteur se veut très mesuré : « Nous ne serons jamais assez prudent lorsqu'il s'agira d'émettre une opinion sur la politique de la France²⁹. »

En avril 1941, comme tous les journaux, le *Courrier du Pas-de-Calais* est contraint de souscrire un abonnement à l'agence Belgapress, filiale du D.N.B. (*Deutsches Nachrichten Büro*), l'agence d'information officielle du III^e Reich. Plus question d'utiliser d'autres sources.

La presse du Nord Pas-de-Calais pendant l'Occupation



L'entrée des troupes allemandes en Russie fait la Une du *Courrier* daté du 24 juin 1941. (Collection AD Pas-de-Calais)

À ceux qui l'oublient, comme le rédacteur en chef du *Télégramme du Pas-de-Calais*, le chef de la Propaganda Staffel à Lille leur rappelle de s'en tenir exclusivement aux informations de Belga. L'agence offre quatre types d'abonnement. Le périodique arrageois, pour des raisons financières, se contente du service minimum, les nouvelles politiques, intérieures et extérieures. Par la suite, le *Courrier* semble également utiliser les informations d'autres agences : le D.N.B. bien sûr, mais aussi les agences françaises Inter France, Presse Informations, l'O.F.I. (office français d'information) créé après le démembrement de l'agence Havas par une loi du 25 novembre 1940, qui, véritable instrument au service du gouvernement de Vichy, n'est pas autorisé à pénétrer en zone Nord pendant longtemps. La plupart des photos qui illustrent le quotidien sont fournies par l'agence SIPHO (Service international photographique). Ce service a des contacts étroits avec l'agence berlinoise Atlantik et détient avec quelques autres agences agréées le monopole des photos d'actualité pour la Belgique et le Nord-Pas-de-Calais³⁰.

En février 1941, le conseil d'administration s'est félicité que le *Courrier* soit « de tous les journaux de la zone interdite le plus indépendant ». Est-ce cette relative indépendante qui avait poussé dès

novembre 1940, un journaliste d'extrême droite, Jean Boissel, à demander la suppression du *Courrier* et son remplacement par un journal pro-allemand qu'il dirigerait ? En tout cas, cette affirmation d'indépendance n'est probablement plus partagée par tous les administrateurs. Le 12 septembre 1941, l'avocat Philippe Gerber, également membre du conseil municipal, démissionne de ses fonctions pour protester contre les contraintes imposées par l'occupant.

■ 1942, le tournant

Le 18 avril 1942, le retour de Laval au pouvoir se traduit par un tournant important pour la presse. Les directeurs de journaux sont convoqués à la Propaganda Staffel à Lille et prient de soutenir la politique de collaboration du chef du gouvernement. La présence du *Courrier* n'est pas évoquée dans le compte rendu de la réunion du Conseil d'administration du 15 mai 1942 où Sallon, Debray et Généau évoquent la possibilité de « faire revivre *Le Pas-de-Calais hebdomadaire* ».

Par contre, le *Courrier* semble faire preuve d'un zèle peu ordinaire lors de l'exposition antibolchevique organisée de la mi-juillet à la mi-septembre par la Propaganda Staffel au palais des beaux-arts de Lille. Pendant deux mois paraissent presque quotidiennement des articles signés de son correspondant lillois³¹. Le billet de Une traitant généralement des problèmes arrageois change de ton, on se rallie à la collaboration économique dans la lutte contre le bolchevisme engagée par l'Allemagne, on prêche la soumission, on présente la relève comme un geste de solidarité nationale. Enfin, le 29 septembre, après quelques autres articles, le chanoine Édouard Maréchal affirme ses préférences pour une république autoritaire au détriment d'une république démocratique qui ne soutient pas la religion, flirte avec la franc-maçonnerie athée et s'est enjuivée. Il engage ses lecteurs « à soutenir de [leurs] forces [le] gouvernement et à aider Pierre Laval à réaliser tout ce qu'il entreprend³² ».

En novembre 1942, la réunion du conseil d'administration, qui se tient après une convocation de Sallon par le chef de la Propaganda Staffel, tourne

autour du choix d'un éditorialiste. Les quotidiens lillois qui n'avaient répondu que mollement à la recommandation du service allemand se sont vu imposer un éditorialiste : Charles Tardieu pour le *Grand Écho*, Laquemane pour *Le Réveil du Nord* et Roland Tulliez pour *Le Journal de Roubaix*. Les administrateurs du quotidien arrageois doivent statuer sur cet éditorialiste : Leclercq qui sévit sur *Phare de Calais* et Henri Gross qui travaille au *Télégramme du Pas-de-Calais* ont postulé ou ont été proposés par la Propaganda Staffel. Les administrateurs leur préférèrent Joseph Dessaint.

Déjà septuagénaire, Dessaint est probablement un parfait inconnu à Arras. Au début du XX^e siècle, il a pourtant été rédacteur en chef du *L'Avenir du Pas-de-Calais*, journal républicain et farouche concurrent du *Courrier du Pas-de-Calais*. Lors de l'élection législative de 1903 qui oppose le baron Dard à Philogène Delelis, on retrouve sa signature dans *La Revanche républicaine* à côté de celles des journalistes du *Progrès du Nord* Georges Robert et du *Réveil du Nord* Lagrillière-Beauclerc. Il a quitté Arras en 1905 pour *Le Progrès agricole, organe politique, agricole et horticole de la région du Nord* édité à Amiens. Il se présente alors comme un « waldeckiste déçu ». Pendant la Première Guerre, il sert comme adjoint d'intendance sous le commandement de Louis Le



11 novembre 1942, les troupes allemandes ont pénétré en zone libre. Toute la France est désormais occupée. (Collection AD Pas-de-Calais)

La presse du Nord Pas-de-Calais pendant l'Occupation

Fur qui sera le président de la section juridique du groupe « Collaboration », lors du second conflit.

Après la guerre, parallèlement au *Progrès agricole*, il écrit dans des périodiques parisiens, la *Nouvelle Revue*, puis *La Revue de Paris*. Dans ses articles où il défend l'agriculture française, il dénonce le pacifisme, le socialisme et le syndicalisme qui font « triompher le droit à la paresse³³ ». Plus tard, il se vantera d'un article que je n'ai pas retrouvé, dans lequel, dès 1938, il décelait en Hitler un « bon européen » et un artisan de « la réconciliation franco-germanique³⁴ ». Enfin, Joseph Dessaint est, dans la décennie 30, secrétaire général de la Presse régionale, ce qui va peut-être enlever la décision des administrateurs du *Courrier*.

Son salaire, de 7400 F par an, est loin d'atteindre celui de Tardieu au *Grand Écho* qui s'élève à 50000 F par mois. Pourtant du 10 novembre 1942 au 20 août 1944, Dessaint livre fidèlement, par l'intermédiaire de la Presse régionale, quelque deux cents éditoriaux. Selon l'argumentaire présenté par les membres du Conseil d'administration du *Courrier* après la guerre, Dessaint n'a aucun contact direct avec eux et avec la rédaction. Il ne serait jamais revenu à Arras.

Sa rhétorique est celle des éditorialistes de la plupart des journaux contrôlés par les Allemands. Comme ses confrères lillois, Dessaint s'inspire probablement des notes confidentielles que de Dominique Sordet envoie aux journaux³⁵. Patron de l'agence *Inter-Presse*, Sordet, est un ancien critique musical de *L'Action française* d'où il a été chassé pour ses opinions pro-allemandes³⁶. Proche de Laval et de Henriot, c'est l'un des plus farouches apôtres de la collaboration. Dans ses écrits, Dessaint en appelle au philosophe et au sociologue contre-révolutionnaires Joseph de Maistre et Le Play, aux collaborationnistes Alphonse de Chateaubriant ou Paul Morand mais aussi à bien d'autres intellectuels qu'il utilise au profit de sa cause, tout comme aux journaux anglais et américains qui pourraient remettre en question la politique de leur gouvernement.

Au-delà des propos convenus imposés, ce qui apparaît dans les éditoriaux de Dessaint, c'est la vénération portée au maréchal Pétain. Il loue son « admirable bon sens et [sa] nette préscience de l'ave-

nir » (1943 I 9), son indépendance de caractère (1943 II 8), son « magnétisme » (1943 VIII 7). « Nous devrions, écrit-il en juillet 1943, être tous unanimes frémissants, serrés autour du maréchal considéré comme la vivante image de la patrie en alarme et remercier la Providence d'avoir suscité ce prodigieux vieillard à point nommé » (1943 VII 21). Malheureusement déplore-t-il « petit à petit, la quasi-unanimité qui l'avait soutenu, s'est réduite et décomposée » (1943 V 2). Le gouvernement de Vichy ne s'est pas montré à la hauteur de la situation, le maréchal a été trahi par les gens de son entourage à l'exemple de Darlan, de Pucheu. Hors la révolution nationale, il n'y a pourtant point de salut (1943 V 22). « La France n'est plus qu'une épave, alors que la politique du Maréchal acceptée et pratiquée avec vigueur dès le principe, nous eut conservé une armée, une flotte et notre empire et nos chances » (1943 III 24). Ainsi en filigrane c'est l'échec de cette révolution nationale qui transparaît.

Dessaint défend l'établissement d'un nouvel ordre continental par la réconciliation et la collaboration avec un vainqueur magnanime (1943 I 13). Après la rencontre entre Hitler et Laval en mai 1943, il exulte : « La France est officiellement entrée dans le système européen en train de s'élaborer. La générosité et la sagesse du Führer ont fait ce miracle. Elle récupère aujourd'hui une partie de sa dignité et de son prestige. » (1943 V 13). À cette idée européenne, les Anglo-américains ont substitué le mythe de la Libération auquel, malgré trois ans de déception, constate-t-il en septembre 1943, beaucoup de gens croient encore (1943 IX 15). Les Anglo-saxons ne sont que les fourriers du communisme. Tour à tour, il accuse les Américains de vouloir « transformer le Vieux Monde en colonie d'exploitation » (1943 I 1943) ou Staline de vouloir « l'instauration d'une République soviétique généralisée » (1943 I 13). L'abandon de l'Europe au Tsar rouge revient comme une antienne. Bientôt cette guerre devient une lutte pour la survie de la chrétienté contre le bolchevisme.

La libération, prédit-il, amènera les pires catastrophes : la misère, la famine, des condamnations à mort, des milliers d'arrestations, l'enrôlement des jeunes dans l'armée... « La libération [...] se tradui-

rait par la ruine totale de la France devenue [...] la nouvelle Pologne » (1944 VI 26). Le banditisme « teinté de patriotisme³⁷ » dans lequel se retrouvent tous les mauvais garçons, les ratés, les aigris, les intellectuels dévoyés (1943 VIII 12, 1943 X 28) n'est qu'une pâle préfiguration de ce qui attend la France. Pour y mettre fin, Dessaint réclame la loi du talion, la prise d'otages, « la mise en sommeil des parties trop indulgentes de notre code ». Aussi se félicite-t-il de la nomination du milicien Darnand comme secrétaire général au maintien de l'ordre. Comme tous les éditorialistes de la presse contrôlée, il multiplie les invectives contre De Gaulle. « Ce général félon d'une docilité exemplaire aux directives de Churchill » (1944 VII 25) qui a « savouré beaucoup d'humiliations et avalé de nombreux couleuvres » (1943 XII 13) est pire que Bazaine qui en 1870 accepta la reddition sans combattre. Tout comme Giraud, ce n'est qu'un homme de paille des alliés dont ils servent les intérêts. Ils seront contraints de composer avec Thorez et Marty. L'ancien député communiste du Nord Florimond Bonte est la réincarnation de Jean Lebon. La dissidence, comme il l'appelle, « n'est autre chose qu'une séquelle du Front populaire à base de révolution communiste » dont il rabâche sans cesse les tares. Cette dissidence qu'il compare à l'Émigration des nobles fuyant la France de la Révolution « n'a jamais fait que du mal à la France » (1943 XII 22).

Jusqu'aux derniers jours d'août 1944, Dessaint tente de persuader des lecteurs : « la politique de Montoire est nécessaire ».

Dessaint donne probablement toute satisfaction à l'occupant. En effet, ce dernier n'aurait pas hésité à se défaire de l'éditorialiste comme il l'a fait au *Télégramme du Pas-de-Calais* à deux reprises.

Le *Courrier du Pas-de-Calais* répond à d'autres figures imposées par l'occupant. Tous les grands discours prononcés par Hitler font la Une. Toutes les manifestations à l'occasion de son anniversaire, de la création du III^e Reich font les gros titres. À partir de 1942, les articles de Goebbels, ministre de la Propagande, publiés dans l'hebdomadaire *Das Reich*, sont repris comme dans les autres quotidiens qui ont choisi la voie de la collaboration. Dans cette entreprise de démoralisation, aucun propos des dignitaires

La presse du Nord Pas-de-Calais pendant l'Occupation

nazis : Alfred Rosenberg, le théoricien du national-socialisme, Dietrich, chef du service de presse, Goering, Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères, Speer, ministre des Armements et de la Production de la guerre, etc. ne sont épargnés aux lecteurs du journal.

Les Allemands font également appel à des journalistes français. En mai 1943, le *Courrier* publie le reportage de Charles Tardieu, éditorialiste du *Grand Écho* et représentant de la région lors d'un voyage de presse sur les côtes de l'Europe. En juin 1943, Jean Lambert fait partie d'un groupe de dix journalistes du Nord et du Pas-de-Calais qui, à l'invitation du ministère de la Propagande et du N.S.V.³⁸, séjourne une quinzaine de jours en Allemagne et vante les réalisations cette organisation socialiste pour le bien-être du peuple « dont, écrit-il, il n'est pas exagéré de dire qu'elle n'a nulle part au monde, jusqu'à présent son équivalent ». En novembre 1943, un certain Géraud De Baecker³⁹, présenté dans le magazine *L'Illustration* en juin 1943 comme « correspondant de guerre à la LVF », donne un reportage sur « les premiers Waffen SS français au camp de S... en Flandre ». Dans les premiers jours d'août 1944, le journal passe encore un appel aux jeunes gens des classes 1940 à 1946 pour s'engager dans la Milice qui aurait un bureau rue Saint-Aubert⁴⁰.

■ Une influence pernicieuse ?

Quelle fut l'influence du *Courrier* sur la population de l'arrondissement d'Arras ? Avant de répondre à cette question, il est bon d'examiner sa diffusion. Durant l'occupation son tirage réel est supérieur à celui qui était le sien avant la guerre. De 5 à 6000 exemplaires, il passe selon les rapports de police adressés au préfet du Pas-de-Calais à 12000 exemplaires en 1941, 13000 exemplaires en 1942. Et comme l'écrit le préfet en avril 1944 « son tirage est supérieur à celui des années précédentes et il le serait encore plus si l'approvisionnement en papier le permettait⁴¹. » Devant la cour de justice d'Arras, le 1^{er} février 1946, la défense de la société éditrice minore ce tirage à 5000 exemplaires.

La collaboration n'est probablement pas la vertu la plus prisée des gens de l'Artois. Pourtant comme le précise, en 1941 dans un rapport au préfet, le commissaire spécial : « Avant la guerre, la

clientèle [...] était essentiellement composée de personnes ayant des opinions de droite. Mais actuellement, [...], sa clientèle est recrutée parmi toute la population sans distinction d'idées. »

En 1945, pour ceux qui instruisent le procès de la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais, le *Courrier* a exercé une « influence pernicieuse sur la population arrangeoise par les écrits de feu Maurice Sallon, rédacteur en chef, ainsi que par les articles du vicaire général Maréchal qui jetèrent le trouble dans les consciences catholiques ». Dans les rapports qu'il envoyait chaque mois à Vichy, le préfet de région Carles notait au contraire que la presse n'avait aucune influence sur la population et qu'elle n'était lue que pour les informations locales. Ce que confirme le commissaire spécial d'Arras : « La clientèle... puise dans ce journal des nouvelles surtout locales⁴². »

Georges Besnier qui a été arrêté en 1943 pour l'aide qu'il apportât à la Résistance, témoigne lors du procès de la joie de ses compagnons de cellule à la lecture des nouvelles locales « sans que leur moral se laissât entamer par les informations de première page, si tendancieuses qu'elles fussent⁴³. »

Enfin on peut s'interroger sur le profit tiré par la publication du journal pendant l'occupation. La Société anonyme du

Pas-de-Calais se divise en quatre branches d'activité : le journal, l'imprimerie, la papeterie et l'édition. Son budget est modeste par rapport aux grands régionaux. Le chiffre d'affaires passe de 2 150 000 F au 31 mars 1940 avec un déficit de 125 000 F pour le quotidien à 5 093 000 F dont un bénéfice de 168 000 F au 31 mars 1944⁴⁴.

Arras est libérée le 1^{er} septembre. Le soir même des presses de la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais sort le premier numéro d'un nouveau quotidien *La Liberté du Pas-de-Calais* qui, sous les deux titres « Ouf ! ils sont partis » et « Le jour tant attendu est arrivé ! », propose surtout des communiqués. La direction du journal est assurée par M^c Philippe Gerber, administrateur démissionnaire de l'ex-*Courrier* et membre du Comité local de Libération⁴⁵.

Quel sort pour les collaborateurs du *Courrier* ? Le chanoine Maréchal est arrêté et conduit en prison, il est par la suite éloigné d'Arras. Aucun des deux éditorialistes ne sera jugé, Maurice Sallon est mort le 1^{er} mai 1944, Joseph Dessaint meurt quelque temps après la Libération. La rédaction locale est jugée « notoirement patriote » et aucun journaliste n'est inquiété.

La Résistance a besoin de professionnels pour faire les journaux dont elle a rêvé sous l'occupation. Dans le Pas-de-Calais, moins que dans le Nord, le comité de Libération ne semble s'être préoccupé du devenir de la nouvelle presse après la guerre. En mars 1945, *La Liberté du Pas-de-Calais* est remplacée par *Libre-Artois* toujours imprimé par la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais. Le conseil d'administration, présidé par Guy Mollet, est composé uniquement de membres de l'O.C.M., comme le prévoient les statuts de la société⁴⁶. Georges Lequette en est le rédacteur en chef, tandis qu'un ancien journaliste du *Courrier* en est le secrétaire de rédaction. Le directeur commercial du *Courrier* occupe les mêmes fonctions dans ce nouveau quotidien.

Restait à régler le cas de l'Imprimerie de la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais. Le procès intervient le 1^{er} février 1946, il y a déjà plusieurs mois que le procès des grands régionaux a eu lieu. Les avocats de la défense, dont l'un a déjà défendu les intérêts des propriétaires du *Réveil du Nord* à Lille, trouvent les



Le dernier numéro du *Courrier du Pas-de-Calais* paraît le 30 août 1944. Les Alliés sont aux portes d'Arras, mais le journal n'en souffre pas mot. (Collection AD Pas-de-Calais)

La presse du Nord Pas-de-Calais pendant l'Occupation

mots qui conviennent pour convaincre : «La Cour prononce la dissolution de la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais, avec interdiction de se reconsti-

tuer et la confiscation du quart de son patrimoine au profit de l'État⁴⁷.»
Le nom de cette société ne disparaît de l'ours de *Libre-Artois* que le mercredi

27 février 1946. La mention de la nouvelle société, toujours installée boulevard de Strasbourg à Arras, apparaît le 25 août 1946.

J.-P. V.

1. Henri Taillandier, maire de Fresnoy, fut élu député sur la liste conservatrice en 1885. Rallié, il est constamment réélu jusqu'en 1910. Il participe à la fondation de l'Action libérale populaire dont il est membre du comité directeur jusqu'à sa mort en avril 1914. (Source Bernard Ménager, Jean-Pierre Florin, Jean-Marc Guislin, *Les Parlementaires du Nord et du Pas-de-Calais sous la III^e République*, CRHENO, Université Charles de Gaulle-Lille 3, 2000).

2. Arch. diocésaines Arras, 3 L 3 – 19/3, rapport pour l'assemblée générale, 9 juin 1925.

3. AD Pas-de-Calais, 10 T 7, mars 1920.

4. Tous les rapports qui vont être demandés, notamment par le chanoine Maréchal, concordent. Le 3 avril 1925, l'imprimeur Paillart d'Abbeville qui vient d'effectuer une visite des ateliers, écrit «on n'est jamais certain de faire rembourser au client (même sans bénéfice) l'intégralité des frais engagés» et un peu plus loin «nous avons dû constater par contre la disproportion de ce matériel avec la nature des travaux qui sont généralement exécutés par l'imprimerie».

5. En 1925, le conseil d'administration de la Société du Pas-de-Calais est composé du baron Cavrois de Saternault, de Kergerlay, Jean Paris, du Hays et Maurice Taillandier (Cf. rapport du 9 juin 1925). La Société est dirigée par Jules Éloy qui a succédé à Paul-Marie Laroche.

6. Édouard Maréchal, né en 1876 à Bully-les-Mines, est secrétaire de l'évêché depuis 1914.

7. Arch. diocésaines Arras, 3 L 3 – 19/4, statuts de la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais constituée le 16 octobre 1925.

8. Né à Lille en 1881, Jules Dassonville est docteur en Droit, il a été directeur du *Nouvelliste de Bretagne*, il est à l'époque directeur de la Presse régionale qui regroupe douze quotidiens régionaux, une quarantaine d'hebdomadaires.

9. L'inventaire établi le 5 octobre 1944 dans le rapport du capitaine Druelle sur la situation de la presse du Nord et du Pas-de-Calais ne semble guère différent de celui de l'inventaire et valeur du matériel, non daté, mais réalisé avant la liquidation (Arch. diocésaines Arras, 3 L 3-19/3). La machine à retiration a probablement été vendue. Pour le reste la comparaison semble délicate, le capitaine n'employant que des termes génériques.

10. Jean-Claude Delbreil, *Centrisme et démocratie chrétienne en France*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1990, p. 84.

11. Alain Nolibos, Arras. *De Nemetacum à la Communauté urbaine*, collection «histoire des villes du Nord-Pas-de-Calais, La Voix du Nord, 2003, p. 166.

12. AD Nord, 6W 103, p. 2.

13. «À nos lecteurs», *Courrier du Pas-de-Calais*, dimanche 30 juin 1940.

14. AD Nord, 6 W 103, extraits du registre des délibérations du Conseil d'administration de la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais.

15. AD Nord, 6 W 103, condamnation à Arras de l'I.N.S.A.P.C., 1^{er} février 1946.

16. «Voleurs ! menteurs ! assassins», *Courrier du Pas-de-Calais*, samedi 2 septembre 1939.

17. «Mort de Maurice Sallon, rédacteur en chef du *Courrier du Pas-de-Calais*», *Courrier du Pas-de-Calais*, mardi 2 et mercredi 3 mai 1944.

18. Yves-Marie Hilaire, *Une Chrétienté au XIX^e siècle ? La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras*, PUL, 1977, p. 774.

19. «À nos lecteurs», *Courrier du Pas-de-Calais*, samedi 13 juillet 1940.

20. L'ARN est autorisée à reprendre sa parution le 18 octobre 1941. La collaboration de Malpeaux au *Courrier* devient moins régulière.

21. «À nos lectrices», *Courrier du Pas-de-Calais*, dimanche 22 et lundi 23 décembre 1940, p. 3.

22. S., «1940-1941», *Courrier du Pas-de-Calais*, mercredi 1^{er} et jeudi 2 janvier 1941.

23. AD Nord, Condamnation à Arras de l'I.N.S.A.P.C., 1^{er} février 1946.

24. «La Semaine religieuse du diocèse d'Arras», in Jean-Paul Visse, *La Presse arrageoise 1788-1940*, Société des des Amis de Panckoucke, 2009, p. 389-390.

25. Militärverwaltung.

26. À ce sujet, Cf. Els De Bens, «La presse au temps de l'occupation de la Belgique (1940-1944)», *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, octobre 1970, p.1-28.

27. AD Nord, 6 W 103, extraits du registre des délibérations du conseil d'administration de la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais.

28. AD Nord, 6 W 103.

29. S., «Continuité», *Courrier du Pas-de-Calais*, mardi 18 février 1941.

30. Le *Courrier* reprend également des clichés des agences Graphopress et Record.

31. Le premier article paraît le dimanche 6 juillet 1941, le dernier le samedi 19 septembre 1942.

32. E.M., «République et démocratie», *Courrier du Pas-de-Calais*, 29 septembre 1942.

33. *Le Progrès agricole*, cité par *Le Figaro* du 23 février 1931.

34. J. Dessaint, «Un anniversaire», *Courrier du Pas-de-Calais*, 25 mars 1944.

35. Dans ses éditoriaux, Dessaint cite à plusieurs reprises Sordet.

36. Pierre-Marie Dioudonnat, *L'argent nazi à la conquête de la presse française*, Édition Jean Picollec, Paris, 1981, p. 93.

37. Le manifeste de la presse de la zone Nord, publié dans l'édition du 9 novembre 1943 du *Courrier du Pas-de-Calais* reprend la même idée : Le patriotisme sert de couvert à des forfaits qui relèvent «du pur et simple banditisme». «Le devoir de patriote est d'apporter au gouvernement un appui actif dans la prévention et la répression d'actes contraires aux lois et au statut suprême du pays.»

38. National-Sozialistische Volkswohlfahrt.

39. Selon certains forums, Gérald De Baecker aurait été ensuite correspondant de guerre avec la Hitlerjugend sur le Front de Normandie.

40. *Courrier du Pas-de-Calais*, mercredi 2 et jeudi 3 août 1944.

41. AD Pas-de-Calais, 10 T 7, lettres du commissaire spécial au préfet du Pas-de-Calais du 18 mars 1941 et du 17 mars 1942, lettre du 25 avril 1944 du préfet du Pas-de-Calais à M. le chef du service de répartition ministère des finances, cabinet du ministre, service de presse et de publicité.

42. AD du Pas-de-Calais, 10 T 7, lettre du commissaire spécial au préfet du Pas-de-Calais du 1^{er} mars 1943.

43. AD Nord, 6 W 103, Condamnation de l'I.N.S.A.P.C., 1^{er} février 1946.

44. AD Nord, 6 W 103, État comparatif des résultats par branche d'activité de la Société.

45. BM de Roubaix, fonds Piat, rapport du capitaine Druelle sur la situation de la presse du Nord et du Pas-de-Calais.

46. AD Pas-de-Calais, 1 W 23380.

47. AD Nord, 6 W 103, Condamnation de l'I.N.S.A.P.C., 1^{er} février 1946.

La presse arrageoise à la Libération

par Nelly DUPRÉ

Le fait qu'Arras en 1945, au lendemain de la Libération, soit une des 75 villes françaises de province à imprimer et à publier au moins un journal a été déterminant pour l'étude de ce sujet délicat, toujours aussi brûlant, complexe mais passionnant.

Ce travail a été réalisé à partir des documents de la série 10 T, consultables aux Archives départementales à Dainville, mais surtout des dizaines de cartons conservés dans les locaux de la place Jean-Moulin, ancienne place de la préfecture, dans la série PG et PE. Des recherches ont également été menées au fonds local de la Médiathèque et aux archives de la ville d'Arras, place Guy Mollet. Les témoignages oraux de M. Léon Fatous, bras droit de Guy Mollet dès 1952, et de Christian Lescureux, membre du bureau fédéral de la fédération communiste du Pas-de-Calais et des Amis de Robespierre, ont été eux aussi une aide précieuse.

■ Le contexte historique local

Le 1^{er} septembre 1944, la ville d'Arras est libérée. Elle vient de supporter quatre années d'occupation allemande nazie, avec son lot de souffrances, de deuils, de privations et d'humiliations. Après le débarquement en Normandie de juin 1944 et la difficile avancée des troupes de libération, la 2^e division Leclerc libère Paris, le 24 août. Les troupes alliées et particulièrement anglaises remontent de Doullens, via Arras avec pour objectif la libération de l'Europe du Nord-Ouest. Les troupes allemandes, en déroute, sont littéralement repoussées.

À la tête du 21^e groupe d'armées, sous le commandement du général américain Eisenhower, « Monty », le général britannique, Bernard Montgomery, reprend la ville d'Arras. Une photo le montre debout, sur un véhicule militaire, face à l'hôtel de ville d'Arras, sans le fameux caban de la Royal Navy, le « duffle-coat », qu'il popularisa.

Mais la guerre continue et s'ouvre une période de tensions et d'incertitudes où, dans l'urgence, doivent être gérés – et cela est évident en dépouillant la presse

de ces années – le ravitaillement, le logement, l'arrivée des prisonniers, l'épuration, le quotidien et le retour à l'ordre républicain mais aussi l'accès à l'information. Entre les deux guerres, les vieux quotidiens éprouvaient déjà des difficultés. Le *Courrier du Pas-de-Calais* au bord de la faillite a été relancé mais ne tire plus qu'à 4 500-5 000 exemplaires en 1939 et *L'Avenir* n'est plus que l'ombre de lui-même avec un tirage de 700 à 900 exemplaires selon un état des journaux avant

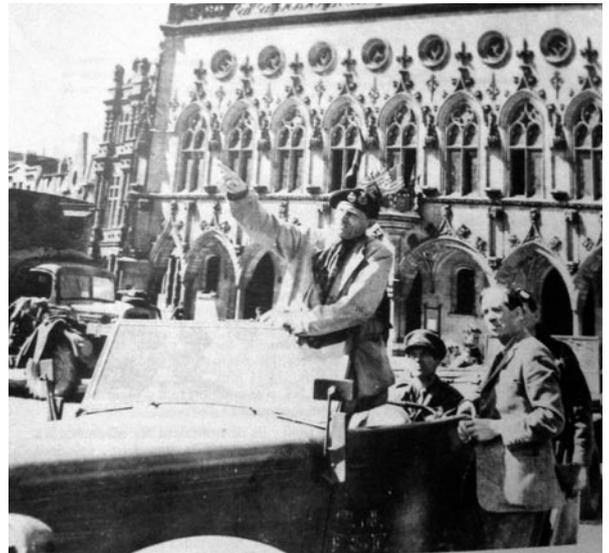


Une image de la Libération d'Arras. (Archives diocésaines du Pas-de-Calais)

l'Occupation. *L'Avenir d'Arras et du Pas-de-Calais* disparaît le 16 septembre 1939 et le *Courrier du Pas-de-Calais*, muet du 19 mai au 29 juin 1940, réapparaît sous le contrôle de la censure allemande et donc à la solde de l'occupant jusqu'au 30 août 1944, à la veille de la Libération d'Arras.

■ Le contexte juridique de la presse

En 1944, en province comme à Paris, la presse écrite reste toujours le principal moyen d'information, même si la radio a



« Monty », Bernard Montgomery, général britannique, arrive sur la place d'Arras. (Collection La Voix du Nord).

joué un essentiel rôle dans la Résistance. Bien avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, des réflexions ont été menées au sein de la Résistance pour décider du visage de la presse. Elles sont codifiées en avril 1944 par Pierre-Henri Teitgen, l'un des « neufs sages de la Résistance » dans une circulaire connue sous le nom de « Cahier bleu ». Il s'agit « de faire table rase en matière de presse », « d'obtenir des garanties efficaces contre la corruption des journaux et l'influence du capitalisme dans la presse ». Liberté d'expression et pluralisme de la presse, lutte contre la concentration des entreprises de presse, de la production du papier jusqu'à sa distribution, création de l'AFP permettant à tous les journaux l'accès à l'actualité mondiale sont à l'ordre du jour. En 1944, une série d'ordonnances, en restaurant le régime de la loi sur la liberté de la presse de 1881, abolit « Dame Anastasie », la censure, et fixe les critères économiques, financiers et moraux pour sa réorganisation.

Les entreprises de presse qui avaient collaboré avec l'ennemi ont leurs biens confisqués et redistribués. Tous les journaux ayant continué de paraître quinze jours après le début de l'Occupation, soit le 25 juin 1940 pour la zone nord et le 26 novembre 1942 pour la zone sud, sont donc interdits. Le *Courrier du Pas-de-Calais* qui avait interrompu sa parution du 19 mai au 30 juin 1940 pour réapparaître ensuite est concerné et disparaîtra définitivement laissant la place à *La Liberté du Pas-de-Calais*.

La presse arrageoise à la Libération

Ces ordonnances entraînent une floraison de titres, autorisés à paraître par le ministre de l'Information sur des critères politiques privilégiant les mouvements de Résistance et les partis politiques. Ainsi, au niveau national, le Parti communiste français se trouve doté de vingt-sept quotidiens, le Parti socialiste de vingt, le Mouvement républicain populaire (MRP) de vingt-huit et les comités de Libération de trente-neuf, auxquels s'ajoutent de nombreux hebdomadaires pour chaque tendance.

De 1944 à 1948, à la suite de la pénurie de papier, un drastique rationnement oblige les très nombreux quotidiens à paraître sur une page recto-verso. Les demandes mensuelles d'attribution de papier en rames ou en bobines sont obligatoires et sont conservées aux Archives départementales du Pas-de-Calais. En octobre 1945, la crise est particulièrement grave. Le journal *Libre Artois* est sans papier et des contraintes matérielles et administratives l'obligent à se rendre à Lille au dépôt pour retirer les bobines alors que Beghin Corbehem est à sa porte !

Le rationnement et la surveillance se poursuivront encore longtemps comme le montre l'arrêté signé par François Mitterrand alors secrétaire d'État à la présidence du Conseil, chargé de l'Information dans les gouvernements Marie, Schuman et Queuille, de 1948 à 1949.

Quels étaient les journaux à la disposition des Arrageois après la guerre ? Quel est le contenu des journaux régionaux ayant une antenne arrageoise, comme *Nord Éclair*, *Nord Matin*, *La Voix du Nord* ? Mais aussi celui des deux quotidiens successifs imprimés à Arras : *La Liberté du Pas-de-Calais* du 2 septembre 1944 au 1^{er} mars 1945, puis *Libre Artois* du 2 mars 45 au 30 juin 1966 et enfin du bimensuel satirique *L'Ami Bidasse* ? Tel est l'objet de l'étude qui suit.

■ Les grands régionaux

Nord Éclair

Le numéro 1 de *Nord Éclair*, intitulé organe de libération française, sort le mardi 5 septembre 1944 avec pour manchette « L'ennemi est en fuite ». Son siège est à Roubaix. De tendance MRP, il tirera jusqu'à 130 000 exemplaires sur l'ensemble de la région.

Trois jours plus tard, le 9 septembre, Jean Leroux, rédacteur pour Arras, installé 4 place Adolphe-Lenglet, relate la cérémonie en l'honneur des derniers fusillés de la

Citadelle, présidée par le maire provisoire René Méric. L'occultation des lumières est rappelée ainsi que l'interdiction des bals. Quelques jours plus tard, le rédacteur formule des excuses sur l'irrégularité du contenu des colonnes arrageoises, logiquement imputée aux mauvaises conditions d'acheminement du courrier.

Au dépouillement des cartons de l'édition arrageoise jusqu'en février 1952, on ne constate aucun article de fond. Les photos sont occasionnelles comme lors de la visite du général de Gaulle à Arras le dimanche 1^{er} octobre. Les faits divers ne manquent pas comme ce 7 septembre 1949 où l'on apprend que les gendarmes ont mis fin aux exploits de voleurs de volailles et de lapins. Les références au monde religieux sont nombreuses dans ce journal catholique. Si les ecclésiastiques sont à l'honneur et notamment M^{sr} Chappe ou M^{sr} Perrin, en revanche aucune allusion à M^{sr} Dutoit et à ses engagements durant l'occupation qui lui vaudront d'être destitué par le nonce apostolique M^{sr} Roncalli, futur Jean XXIII.

De tendance MRP, la rédaction arrageoise restera toujours prudente et d'une neutra-



Pol Hardy, chef d'édition à *La Voix du Nord* d'Arras, maniait avec autant de talent la plume que le crayon. Ici un de ses croquis de Guy Mollet. (Collection A.D. du Pas-de-Calais)

lité bienveillante à l'égard de la municipalité dont Jules Catoire fait partie. Le bureau arrageois de *Nord Éclair* déménagera au 11 rue des Quatre-Crosses avec comme responsable de la rédaction et de la publicité Gaston Debray, puis il passera au 10 de la rue Gambetta, toujours placé sous la direction de Gaston Debray,

devenu adjoint aux travaux sur une liste MRP à la mairie d'Arras.

Nord Matin

Pour ce journal socialiste imprimé à Lille, fort de 165 000 exemplaires qui a succédé au *Réveil du Nord* en septembre 1944, peu ou même pas de documents sur Arras. Un temps, son représentant installé rue d'Amiens était André Trognon. Lorsque *Libre Artois* disparaît en 1966, des journalistes du quotidien arrageois seront reclassés à *Nord Matin*. Les chiffres des tirages locaux ne nous sont pas connus comme ceux de *Nord Éclair* et de *La Voix du Nord*.

La Voix du Nord

L'édition arrageoise de *La Voix du Nord*, quotidien classé « républicain modéré » par la Préfecture, ne débute que le samedi 9 septembre 1944 par un apparent et dérisoire mais « puissant appel aux agriculteurs du Pas-de-Calais pour le battage ». Progressivement les colonnes locales s'épaississent malgré la réduction du format du journal à une demi-feuille alors que la presse parisienne est épargnée... Martyrs de la Citadelle, horaires des trains, hommage à une héroïne locale de la Résistance, Berthe Fraser, venue de Charles de Gaulle dans le Nord à Lille puis à Arras le dimanche 1^{er} octobre constituent l'essentiel des premiers articles. Le 29 octobre est annoncée une réunion de l'OCM (Organisation civile et militaire) à la salle des concerts avec un certain Jean Dordain, lieutenant colonel FFI responsable régional, assisté de Guy Mollet lieutenant FFI. Celui-ci, de retour à Arras depuis peu seulement, prépare la conquête du Beffroi dans ce département qui sera pendant des décennies un fief socialiste. L'internement administratif de M^{sr} Dutoit en octobre 1944 est signalé comme les nombreux procès pour intelligence avec l'ennemi.

Le bureau de *La Voix* passe de la rue du Bloc à la rue Gambetta à la Rotonde le 5 novembre 1944 et le chef d'édition Pol Hardy manie aussi bien la plume que le crayon. Un style journalistique autre se manifeste avec la publication des conférences de presse comme celle, le 21 juillet 1945, du nouveau maire Guy Mollet. En octobre 1946, une enquête sur un fait divers, l'incendie de l'orphelinat du Père Halluin, démontre l'évolution vers une presse « plus avide de sensationnel », en supposant à tort l'existence possible de

La presse arrageoise à la Libération



L'édition arrageoise de *La Voix du Nord* adepte de la formule « Le poids des mots, le choc des photos » ?

cachot ! La rumeur est vite balayée. La devise de 1949 « Le poids des mots, le choc des photos » fait son chemin !

■ Les journaux arrageois

La Liberté du Pas-de-Calais

Paru sous l'occupation, le *Courrier du Pas de Calais* disparaît à la fin du mois d'août 1944. Ses locaux du boulevard de Strasbourg, propriété de l'Évêché selon Léon Fatous et ce que confirme Michel Beirnaert, ancien archiviste diocésain, sont réquisitionnés. Officiellement, journal provisoire mis à la disposition de la municipalité, *La Liberté du Pas-de-Calais* paraît du début septembre 1944 à la fin février 1945. George Lequette, ancien rédacteur du *Courrier* qui avait dénoncé la politique du III^e Reich et n'avait pas hésité à traiter Hitler et son entourage de « voleurs, menteurs et assassins », refait surface comme rédacteur en chef après s'être montré un journaliste réfractaire sous l'occupation allemande. Il assurera cette charge jusqu'à la fin de l'année 1945 en signant une rubrique en Une intitulée « Billet du

jour » dans le nouveau journal *Libre Artois* qui lui succède à partir du 1^{er} mars 1945.

Les pages du journal à ses débuts sont quelque peu indigestes malgré un inévitable feuilletton populaire intitulé « Mon mari ». Orienté franchement à gauche par le docteur Georges Paris, *La Liberté du Pas-de-Calais* informe ses lecteurs aussi bien du retour de Jules Catoire, syndicaliste chrétien et futur ministre MRP, de la conférence du communiste René Camphin, que de l'honneur rendu à Berthe Fraser « une noble Française » grande figure de la Résistance arrageoise qui sera actionnaire de *Libre Artois*. Il faut se rappeler que l'Organisation civile et militaire (OCM) dont Guy Mollet devient le responsable départemental à la fin de l'année 1944 regroupait des résistants de toutes tendances politiques allant de la gauche communiste au conservatisme bon teint sans oublier les démocrates chrétiens mais où les socialistes étaient prépondérants dans le Pas-de-Calais.

En Une, le quotidien titre sur la venue de Charles de Gaulle à Arras le 1^{er} octobre. Guy Mollet, qui n'est pas encore de retour à Arras, n'est pas sur le balcon de l'Hôtel de ville, comme l'avancera à tort le Général en 1958. À son retour, Guy Mollet qui est un des rares survivants rescapés de l'hécatombe de l'OCM, devient secrétaire du Comité départemental de Libération, commence alors une fulgurante ascension politique qui de maire d'Arras l'amène à devenir le patron d'une des plus importantes fédérations du Parti socialiste puis secrétaire général de la SFIO en août 1946. Je renvoie au livre de François Lafon *Guy Mollet Itinéraire d'un socialiste controversé 1905-1975* et aux Actes du colloque réunis par Bernard Ménager, *Guy Mollet, un camarade en République*. 1987. La maîtrise du journal *La Liberté* puis de *Libre Artois* a été pour Guy Mollet un formidable outil et levier dans cette ascension.

Libre Artois

Et cela va vite. Le 6 novembre, le C.D.L décide de transformer *La Liberté* mis à la disposition de la municipalité en organe du groupement de l'Organisation civile et militaire. Et le ministère de



Le dimanche dans la préfecture du Pas-de-Calais quelques années après la Libération, vu par un dessinateur de presse. (Collection A.D. du Pas-de-Calais)

l'Information à la suite d'une demande de Guy Mollet envoyée le 4 décembre 1944 autorise le 10 février la parution du journal *Libre Artois* avec pour tirage annoncé de 9000 exemplaires et pour directeur Guy Mollet.

Imprimé par la Société d'Édition du Pas-de-Calais, ce journal quotidien du soir, de format 60 x 42 cm, est qualifié de « nuance démocrate social ou Résistance », il a environ 1450 abonnés et tire en moyenne entre 7 et 8000 exemplaires. En octobre 1946, la mention « Organisation départementale de l'OCM », sur le bandeau du journal, disparaît et au lieu de directeur politique, Guy Mollet, à sa demande, est qualifié de fondateur. La Société coopérative de production anonyme avec participation ouvrière au capital de 250 000 francs répartis en 250 parts avec des actionnaires issus de la Résistance comme Madame Baudel épouse de Pierre, fusillé au mur de la Citadelle, Berthe Fraser ou le docteur Dufлот, est dissoute le 11 juillet 1949. La Société d'édition du Pas-de-Calais devient alors propriétaire du journal dont le capital est de 5 000 000 francs divisés en 5000 parts pour 1000 détenus par Guy Mollet et Camille Delabre, membres du comité directeur du Parti socialiste, et par douze associés tous socialistes. Gustave Robert, secrétaire départemental du parti et ancien délégué à sa propagande, est le directeur gérant.

À la fin des années 40, ce quotidien fonctionne avec quatre journalistes comme Jean Lambert, Jack Miller, Raymond Coppens, qui est stagiaire, et Gilbert

La presse arrageoise à la Libération

Fondu qui s'occupe des sports. Certes il y a des correspondants mais, selon Léon Fatous, «il n'y avait pas une armada de journalistes... comme aujourd'hui». Le journal s'adapte, éditant le coin des jeunes, de la femme et des lecteurs, en distillant un billet du jour et un provocateur «Est-il permis de dire?» ou un «De mon jardin» signé Candide et qui annonce l'éphémère *Ami Bidasse*. Dans les années 1960, la chute du nombre de lecteurs s'accélère et entraîne sa suspension provisoire annoncée dans l'éditorial de Guy Mollet à la fin du mois de juin 1966. L'arrêt est en fait définitif.

Depuis ses débuts, en 1^{re} page, le quotidien publiait un éditorial quasi régulier de Guy Mollet qui, d'une plume incisive, abordait tous les sujets idéologiques, nationaux et internationaux avec toujours un titre accrocheur: «Malaise», «Épuration», «L'Argent», «Achtung, Achtung». Encore aujourd'hui dans les mémoires arrageoises, *Libre Artois* reste le journal de Guy Mollet qui, dans son édition du mercredi 29 juin 1966, publie pas moins de sept photos du «patron».

L'Ami Bidasse

Ce journal bimensuel à 10 francs d'un format 43 x 30 cm, sur quatre pages n'aura qu'une existence éphémère. Son tirage annoncé est de 5000 exemplaires. La direction et l'équipe rédactionnelle du quotidien *Libre Artois* qui justifient «d'une expérience certaine dans leur fonction de journalistes» ont l'autorisation de la présidence du Conseil en charge de l'information de ne «publier que des informations de pure fiction». Se déclarant non politique et n'appartenant à aucun groupement de résistance ou assimilé, ni syndical, ni professionnel ou corporatif, ce journal, essentiellement humoristique et satirique, ne poursuit qu'un but celui de divertir. Aucun journal humoristique n'étant publié dans la région, sa parution a été acceptée dès le 1^{er} octobre 1949 comme «devant présenter un certain intérêt pour le public local». Le premier numéro d'une brève série de huit sort à la suite de l'affaire scandaleuse des 100 millions de la Trésorerie d'Arras déclenchée quelques semaines auparavant.

Cette affaire défraye la chronique et toute la ville d'Arras en parle. Est compromis dans le vol de bons du Trésor un député gaulliste du Pas-de-Calais de 1946 à



Le journal satirique arrageois, *L'Ami Bidasse*, n'eut pas la notoriété du personnage. (Collection A.D. du Pas-de-Calais)

1951, Antoine Chalvet de Récy, et l'étrange et plus que douteux Jean Dordain, escroc multirécidiviste. L'affaire commence le 27 février 1949. Eugène Dupuis, caissier à la Trésorerie générale d'Arras, vole 30 millions de bons du Trésor convertis en lingots d'or et en dollars. Il agit pour le compte d'un commerçant de la ville, Jean Dordain, «Hubert ou Benjamin» dans la Résistance, ancien délégué à l'Assemblée consultative et ancien membre de la Haute Cour de justice et sûrement agent double durant la guerre. Le 2 juillet 1949, le caissier Dupuis vole cette fois pour 70 millions de bons du Trésor, toujours à la demande de Dordain. L'enquête commence aujourd'hui bien obscure.

Outre ce scandale, une cavale rocambolesque en novembre de cinq détenus de Saint-Nicaise, la sinistre maison d'arrêt d'Arras, maintient les Arrageois et lecteurs en haleine. À la fin de l'année 1949, le rédacteur de *La Voix du Nord* Pol Hardy réalise un scoop avec une interview à sensation dans un café de la petite

Place. Alors qu'il téléphone son article, la police débarque dans l'établissement mis sur table d'écoute et arrête Ferrari, un des détenus en cavale. Beaucoup donc de rififi à Arras au début des années 50.

Si les premiers numéros de *L'Ami Bidasse* sont originaux, décapants, les autres fatiguent vite et se répètent. Les rubriques signées le poète Alphonse de la Tartine, Mairaine Madelon sont plus dans le style Almanach Vermot, blagues de potaches, canulars de carabins, mauvais jeux de mots que du *Canard Enchaîné*. G. Robert, Péhache (Pierre Herbaux), A. Thibaut tirent à tout va sur le conseil municipal, l'Académie, les biens ou mauvais pensants et l'APFA (Association des pères de familles arriérés). Beaucoup de sous-entendus ou même de dérives nous échappent aujourd'hui.

Ce périodique contient un petit encart savoureux sur la manière dont les journalistes interprètent la naissance de leur feuille chez leurs confrères. Le vétéran *Nord Matin* lui fait une citation élogieuse. *La Voix du Nord* dans le style qui lui est propre daigne s'aviser de son existence. Et *Nord Éclair* garde le silence rendu probablement muet d'admiration.

En 1945, la presse arrageoise est soumise aux dures réalités économiques et aux impératifs de l'époque: manque de papier, matériel vétuste et insuffisant, augmentation galopante des prix passant d'un franc jusqu'à quatre francs le numéro. Un journal s'impose dans le paysage arrageois, *Libre Artois*, lié à la personnalité de son fondateur. Pour des raisons économiques, de concurrence, petit à petit on arrive à un quasi-monopole avec une évidente «dépolitisation» des journaux.

Pour preuve mathématique avant l'Occupation, l'arrondissement d'Arras comptait six journaux d'information, Béthune vingt-et-un, Boulogne quatorze, Saint-Omer quatre. En 1950, Arras édite *Libre Artois*, *Calais Nord Littoral*, *L'Écho du Pas-de-Calais*, et *Le Réveil de Calais*, Lens quatre dont *L'Espoir* et *Narodowiec* et Béthune *L'Avenir Hebdo* et *Le Béthunois*. Depuis juin 1966 et la disparition de *Libre Artois*, aucun quotidien d'information n'est imprimé dans la préfecture du Pas-de-Calais.

N. D.

Nelly Dupré est secrétaire générale de l'Académie d'Arras.

Deux nouveaux journaux clandestins (1939-1945) sur Gallica

Aux soixante-quatre journaux clandestins examinés dans *L'Abeille*¹ viennent s'ajouter deux journaux lisibles dans la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France (gallica).

Gallica a donc récemment mis en ligne deux nouveaux journaux intéressants notre région, qui viennent s'ajouter aux 186 déjà décrits dans le troisième document de travail de la Société des Amis de Panckoucke sous le titre *La presse régionale de jadis sur votre écran*. Il s'agit du *Journal syndical des travailleurs du Pas-de-Calais*, et d'une publication intitulée *Le Galibot*. Comme beaucoup de journaux clandestins, les conditions matérielles de réalisation en rendent la lecture difficile, et la reproduction impossible.

La Bibliothèque nationale ne possède qu'une livraison du *Journal syndical des travailleurs du Pas-de-Calais*, le numéro 11, daté du 24 juillet 1941. «Vendu» 50 centimes, ce *Journal* s'apparente plus à un tract qu'à un périodique : il s'agit d'une feuille dactylographiée et polygraphiée seulement au recto. Elle ne comporte qu'un seul article, sur deux colonnes, titré «Ce que représente l'ordre nouveau pour les travailleurs français». Cet article n'est qu'une longue exhortation aux travailleurs français, sur deux thèmes : ne vous laissez pas prendre au piège, n'allez pas travailler en Allemagne !, et sabotez tant que vous pouvez, pour ne pas prolonger la guerre : «La résistance acharnée de l'armée Rouge et du peuple soviétique oblige Hitler à mobiliser toutes ses forces et de les envoyer se faire massacrer.» Il a donc besoin de main-d'œuvre, pour «forger des armes qui serviront contre le peuple soviétique» ; d'où l'apparition de nombreuses affiches promettant des salaires «confortables» à ceux qui partiront. «Mais la démagogie hitlérienne n'obtient aucun résultat, et le plus éclatant succès obtenu par les affiches mirobolantes de l'occupant fut enregistré à Arras, où la vitrine du bureau d'embauche pour l'Allemagne a volé en éclats

à diverses reprises». Bien entendu, le rédacteur n'oublie pas de mettre en cause les «traîtres de Vichy et de Paris». Par ailleurs, les conseils donnés aux paysans, aux cheminots, aux ouvriers sont les mêmes que ceux donnés aux mêmes par *L'Indépendance* : les premiers ne doivent pas donner «un grain de blé à l'opresseur», les seconds doivent, après s'être «puissamment organisés dans leurs syndicats», saboter les trains



Affiche incitant les ouvriers français à partir travailler en Allemagne.

à destination de l'Allemagne. Les derniers doivent rendre toutes les pièces à destination de l'Allemagne inutilisables. Enfin conseil est donné aux mineurs de ne pas laisser partir à l'étranger le charbon qu'ils extraient.

Gallica reproduit deux livraisons du *Galibot*, qui ne portent pas tout à fait le même titre. Le premier *Galibot* est un journal édité par «les jeunesses communistes de France pour les jeunes mineurs». Ce numéro 1 est daté de mai 1944. Il n'est dit nulle part que ce journal (un recto-verso polygraphié) est édité dans le Nord ; on y trouve d'ailleurs quelques informations sur les mines

d'Alès ou de Saint-Étienne. Mais ce journal s'appelle *Le Galibot* (un mot picard), il doit circuler, est-il dit, «de coron en coron», et coron est un mot du nord, popularisé par Zola et désignant spécifiquement l'habitat minier dans le Nord et le Pas-de-Calais. Dans un article sur le 44^e anniversaire de Maurice Thorez, *Le Galibot* écrit que le secrétaire du Parti communiste français, né à Noyelles-Godault et ancien galibot aux mines de Dourges, «est bien connu des jeunes galibots du Nord et du Pas-de-Calais».

Dans la présentation du journal on exalte les jeunes mineurs, qui «dans toutes les luttes sont à la pointe du combat et sont magnifiques d'allant et de combativité» ; le but qui leur est assigné : préparer «l'insurrection nationale» qui provoquera la libération de la France et le «bonheur de la Jeunesse». Le reste de la première page est occupé par deux articles : «Le 44^e anniversaire de Maurice Thorez», et «Jeunes mineurs, tous unis dans l'action». Les jeunesses communistes ont donc adressé leurs «vœux les plus fraternels» au «grand Camarade qui n'a pas cessé un seul instant de lutter pour la libération de la France à la tête du Parti communiste». Le second article débute par un rappel : depuis un mois, les Vichystes appliquent la Charte du travail², et retirent sur les salaires les cotisations obligatoires. L'article 2 de la charte dispose en effet : «Dans le cadre de cette organisation, toutes les personnes participant à une activité professionnelle jouissent de droits et assument des devoirs, des obligations et des responsabilités. Elles sont soumises aux lois et règlements professionnels généraux, ainsi qu'aux décisions corporatives. Elles participent obligatoirement aux dépenses (le fonctionnement des groupements dont elles relèvent)». On n'oublie pas les revendications matérielles, les rations alimentaires qui sont «hors de proportion avec les efforts physiques exigés pour la dure journée de travail à la mine», et les salaires qui sont «bien au-dessous du coût de la vie». Un autre article page 2, «Les salaires des galibots doivent être augmentés de 50 %», revient sur cette question. *Le Galibot* réclame aussi le droit de vote à 18 ans, et appelle à plusieurs reprises les jeunes à s'armer, à voler des explosifs pour fabriquer des bombes et des grenades, et dénonce les

Deux nouveaux journaux clandestins (1939-1945) sur Gallica

exactions boches, le massacre d'Ascq par exemple, les vichysois et les traîtres (deux noms sont cités, [Priem ?] et Legay³) Le dernier article, Le discours de Staline, fait état de la lutte et des avancées de l'armée Rouge, à qui il reste encore « à libérer les Polonais, les Tchecoslovaques et les autres peuples de l'Europe occidentale » ; mais surtout pose cette question, pleine de sous-entendus : qu'attendent Londres et Washington pour ouvrir un deuxième front à l'ouest, en appliquant les accords de Téhéran⁴, alors que, rien que dans les dernières semaines de juin « 248 trains remplis de Boches » sont partis vers l'Est ?

Le second *Galibot* se présente comme l'« organe des jeunes syndiqués mineurs du Nord de la France ». Il n'est ni daté, ni numéroté, mais quelqu'un a écrit en haut de la première page « juin », et le contexte permet de penser que ce journal a été édité en 1944. On y revient sur les prélèvements effectués sur les salaires au profit du syndicat obligatoire, mais on demande aussi aux jeunes mineurs de présenter aux élections syndicales des « emprisonnés du puits », pour essayer d'obtenir leur libération ; si cela ne marche pas, il est alors recommandé de présenter des « jeunes camarades décidés » pour faire pièce aux « chiens couchants de Legay et Priem ». Sans oublier d'encadrer et de surveiller ces élus ! Puis on recommande aux jeunes mineurs qui travaillaient dans les puits mis au chô-

mage par les bombardements alliés s'attaquant aux voies ferrées, de refuser de partir travailler dans les mines du centre de la France ; et de refuser aussi d'aller dégager les voies ferrées, d'autant que cela peut-être le premier pas vers la déportation en Allemagne. On examine bien sûr la situation militaire : à l'est l'armée Rouge prépare une grande offensive ; à l'ouest les bombardements désorganisent les forces allemandes ; en Italie, les Alliés avancent, et les combattants français se distinguent. Enfin les jeunes mineurs sont appelés à rejoindre les groupes armés de combattants, « élargissement des détachements FTP », car les jeunes mineurs doivent être à la pointe du combat. Quelques jours après la publication de ce journal, l'opération « Overlord » lançait sur les côtes de Normandie les forces américaines et britanniques. À l'ouest, le « nouveau » front réclamé par *Le Galibot* était arrivé. À l'est, les armées soviétiques lancent de leur côté l'opération « Bagration », destinée à libérer la Biélorussie, et enfoncent le front allemand. La libération tant attendue est en marche...

Alors que je postais cette note, j'ai découvert que *Gallica* venait de mettre des exemplaires de plus d'une vingtaine de titres de périodiques de la Résistance parus dans notre région à la disposition de ses lecteurs. Un nouvel article est donc devenu nécessaire.

Bernard Grelle

La première biographie de Gustave de Molinari

Gérard Minart est un auteur prolifique. En une dizaine d'années, l'ancien directeur de la rédaction de *La Voix du Nord*, a publié près d'une dizaine d'ouvrages. Ancien journaliste au service économique, puis directeur de la rédaction parisienne du quotidien régional, il a livré plusieurs biographies d'économistes défenseurs des libertés : Jean-Baptiste Say, Frédéric Bastiat, ... une étude sur Jacques Rueff. Il s'est aussi intéressé à deux hommes de presse Clemenceau, le directeur de *L'Aurore*, le créateur de *L'Homme libre*, et à Armand Carrel, fondateur du *National* avec Thiers et Mignet.

Son dernier ouvrage, publié aux éditions Charles Coquelin¹, est consacré à un personnage peu connu, Gustave de Molinari, journaliste et économiste, « le grand oublié de notre histoire économique » dit l'auteur. Cette biographie, conséquente, mais aussi la première, publiée cent ans après la mort de cet homme, ami de Frédéric Bastiat, entend donc combler une lacune.

Né à Liège en 1819, Gustave de Molinari arrive à Paris en 1840. Après quelques courtes biographies dans des revues, son premier grand article sur « L'Avenir des chemins de fer » paraît dans *La Nation* en juillet 1843, puis il multiplie les articles économiques dans les journaux couvrant tout le spectre politique : *La Gazette*, *Le Courrier français*, *La Réforme*. Rapidement Molinari s'impose ainsi dans le journalisme économique et sera même rédacteur en chef du *Journal des économistes* de 1881 à 1909. Il fait partie de cette génération, dit l'auteur, « d'économistes qui vont marquer le XIX^e siècle d'une forte empreinte libérale et qui constitueront une véritable école regroupée autour d'un libraire-éditeur, Gilbert Urbain Guillaumin², d'une revue, le *Journal des économistes*, et d'une société de pensée, la Société française d'économie politique ».

Molinari est un libéral, même un ultralibéral. Sa pensée s'organise autour de deux axes : une passion extrême pour la liberté et une critique extrême de l'État. Molinari est l'homme de toutes les libertés : d'écrire, d'enseigner, de s'associer, de travailler, de produire et d'échanger. Cet amour de la liberté est d'ailleurs « le moteur de ses combats contre le protectionnisme, contre toutes les formes de socialisme, contre les envahissements de l'État [qu'il veut "ultra-minimum"], et enfin pour la paix. » Gustave de Molinari meurt à l'âge de 92 ans en 1912. Si l'homme est aujourd'hui oublié, l'auteur montre que beaucoup de ses idées se retrouvent dans plusieurs écoles d'économie politique, entre autres l'école autrichienne, l'école libertarienne et l'école anarcho capitaliste.

Gustave de Molinari (1819-1912). Pour un gouvernement à bon marché dans un milieu libre. Institut Charles Coquelin, Paris, 404 p., 29 €.

1. Né en 1802 à Dunkerque, l'avocat Charles Coquelin se consacra à l'économie politique et est surtout connu pour son dictionnaire d'économie politique.

2. Fondateur du *Journal des économistes* avec Bastiat et d'autres, il est le créateur de la Société française d'économie politique. Éditeur, il publie les auteurs libéraux : Bastiat, Coquelin, ... et bien-sûr Molinari.

1. Voir *L'Abeille*, numéros 6 à 9, et numéro 18.

2. Rédigée par Belin, elle est promulguée le 4 octobre 1941.

3. J'ai d'abord pensé à Jean Legay (1909-1989). Ce haut fonctionnaire français avait été nommé le 18 décembre 1941 directeur de cabinet du préfet en régions occupées. Le 16 avril 1942, il devenait le délégué du secrétaire général de la police, René Bousquet, dans les territoires occupés. Il fut relevé de ses fonctions en même temps que Bousquet. À la Libération, préfet de l'Orne, il fut révoqué le 25 mai 1945, et inquiété pour son rôle dans la déportation de juifs. Il sera réintégré en mai 1955. Mais Jean-Paul Visse m'a fait remarquer qu'il s'agissait plus vraisemblablement de Kléber Legay, dirigeant syndicaliste CGT des mineurs, responsable régional dans l'entre-deux guerres, que les communistes de la région avaient des raisons immédiates de détester. Kléber Legay avait publié en 1937 son « retour d'U.R.S.S. », intitulé *Un mineur français chez les Russes*, préfacé par André Dumoulin, livre paru chez P. Tisné, éditeur catholique qui publiait aussi Lucien Laurat (ex-communiste passé à la S.I.O.) et Hubert de La Garde (Action Française). P. Tisné publia une traduction allemande de ce livre la même année, puis une traduction en polonais (1938), en même temps qu'une réédition du texte français. Fernand Grenier répliqua aussitôt au nom du P.C.F. (*Réponse à Kléber Legay : des faits, des documents*, Éditions A.U.S. (Amis de l'Union Soviétique)). Le P.C.F. fit aussi publier une brochure, *La Vie des mineurs en U.R.S.S. vue par sept dirigeants socialistes des syndicats mineurs d'Angleterre et six délégués ouvriers et paysans du Pas-de-Calais* (1938), aux mêmes éditions. Enfin Kléber Legay devint pendant l'occupation un farouche partisan de la collaboration avec l'Allemagne.

Selon Jean-Paul Visse, Priem pourrait alors désigner Julien Priem, également syndicaliste CGT, dans la même ligne que Legay avant la déclaration de guerre. Cette hypothèse semble confirmer par le deuxième numéro du *Galibot*. Mais nous en laissons la responsabilité à Jean-Paul Visse.

4. La conférence *Euréka* rassembla Roosevelt, Staline, Churchill et leurs états-majors ; une déclaration est signée le 1^{er} décembre 1943. Les trois se sont promis des opérations militaires d'envergure et synchronisées. Ils « ont envisagé l'avenir », et se sont promis qu'une paix durable suivrait la guerre.

Bibliographie

de la presse régionale

La Société des Amis de Panckoucke

poursuit sa publication d'une bibliographie sur la presse du Nord et du Pas-de-Calais. Bernard Grelle est chargé de cette rubrique. Transmettez-lui les références que vous découvrez (grellebernard@wanadoo.fr, ou à

Société des Amis de Panckoucke, 31, avenue de la Gare Wambrechies).

Soyez précis : auteur(s), titre de l'ouvrage (ou de l'article), lieu de publication et éditeur, (ou périodique dans lequel vous avez trouvé ces renseignements), date et page(s), illustrations, etc. N'omettez pas de préciser de quel journal, magazine, revue il est parlé dans ce livre ou cet article, si ce renseignement n'apparaît pas clairement dans le titre, et le lieu d'édition du périodique. N'hésitez pas à joindre un commentaire explicatif.

GÉNÉRALITÉS SUR LA PRESSE RÉGIONALE

- Martin, Marc, « La presse départementale », *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle* / sous la direction de Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérénty... [et al.], Paris, Nouveau monde éd., DL 2011, (1762 p.), ill., couv. ill., 20 cm, (Opus magnum), pp.497-514
- {Presse gratuite}; Debort, Xavier, « Seul 20 minutes est actuellement rentable : les gratuits pourraient disparaître dans les dix prochaines années », *Le Mondes des médias*, n° 5, mai-juin 2012, p. 4
- {Groupe Voix du Nord}; « Rapprochement entre les groupes La Voix du Nord et Centre France La Montagne », *La Voix du Nord*, 1-VII- 2011, p. 35
- {Groupe Voix du Nord}; « La Voix du Nord et Centre France La Montagne : un rapprochement sur des valeurs fortes et pérennes », *La Voix du Nord*, sa. 2 juillet 2011, p. 35
- {Groupe Voix du Nord}; « Presse : fin des discussions entre Centre France et Rossel », *Le Monde*, 3 septembre 2011, n° 20 720, p. 2
- {Groupe Voix du Nord}; « Le Crédit agricole et La Voix renforcent leur alliance », *Nord Éclair*, 3 février 2012, p. 6

Histoire de la presse du Pas-de-Calais

- « Presse du nord : les journalistes s'opposent à la fusion des deux titres », *L'Humanité*, 19 avril 2011

Distribution

- « La chasse aux canards », *La Brique*, n° 27, mai-juin 2011, p. 3
- « Tourcoing : La distribution des journaux perturbée après un vol », *Nord Éclair*, 14 mai 2011, p. 4
- Delarue, Dominique, « Vendeur-colporteur de presse, un métier exercé aux aurores », *La Voix du Nord* (édition Roubaix), 21 juillet 2011 p. 17
- « Étrennes », *La Voix du Nord*, 30 décembre 2011

Écoles et presse

- « Saint-Martin de Boulogne : Dans le cadre de la 22^e semaine de la presse et des médias à l'école, un journaliste de *La Semaine dans le Boulonnais* à l'école Saint-Charles », *La Semaine dans le Boulonnais*, je 17 mars 2011

Fabrication

- [Imprimerie]; Dubois, Jessica, « Imprimerie : les dessous de votre journal (Les séries de l'été / Les métiers de nuit 1/5 », *Nord Éclair*, 22 août 2011, p. 3

- {Photogravure}; « *Le Nord Illustré* », *Le Nord Illustré*, n° 1, 9 février 1890, p. 2-3
- {Photogravure}; « *Le Nord Illustré* », *Le Nord Illustré*, n° 2, 16 février 1890, p. 18-19
- {Photogravure}; « Chronique », *Le Nord Illustré*, n° 20, 1^{er} juin 1890, p. 306-307
- {Pianotype}; « Nouvelle machine typographique », *Le Moulin à Vent*, 9 janvier 1842, p. 2

Femmes et hommes de presse Généralités

- {Reporter}; « Le reporter fin de siècle », *Le Réveil du Nord*, 24 février 1891, p. 2

Femmes et hommes de presse par ordre alphabétique

- {X}; Goudeseune, Marie, « Villeneuve d'Ascq : la victime de la fusillade serait un journaliste d'origine tchétchène », *Nord Éclair*, 10 décembre 2011
- {Belaïd, Lakdar}; « Lakdar Belaïd : "Nadia Galy et son sens du rebondissement" », *NordWay*, n° 30, juillet-août 2012, p. 40
- {Biebuyck, André (1885-1954)}; In: Jean-Pascal Vanhove, *Ce que raconte les rues d'Hazebrouck*, Bailleul, 2007, p. 83-85
- {Bottin, Sébastien}; Crémieux-Brilhac, Jean-Louis, « N'oublions pas Sébastien Bottin ! Ce statisticien est toujours actuel », *Le Monde*, 11 août 2011, p. 15
- {Chafer, Camille}; Montard, Nicolas, « Les fondateurs d'Ankama : faire de l'argent, un jeu de grands », *Nordway*, n° 22, septembre 2011, p. 41
- {Debaecker, Martial}; « Décès de Martial Debaecker, ancien journaliste à Hazebrouck », *La Voix du Nord*, 30 décembre 2012, p. 7
- {Delcluze, Clément}; Amory, Paul, « L'histoire de Delcluze... », *Le Nord Illustré*, n° 41, 26 octobre 1890, p. 262-263, + un portrait p. 257
- {Demailly, Patrice}; Faidherbe, Justine, Van Maele, Hubert (photo), « Kitsch, mais redoutablement efficace », *Nord Éclair*, 14 mai 2011, p. 7
- {Dudzinski, Henri}; « Henri Dudzinski, nouveau président du CRL Nord Pas-de-Calais », *Eulalie, la revue*, n° 7, mai 2011, p. 30
- {Ghesquière, Hervé}; « Invité de la première édition du Scoop Grand Lille, Hervé Ghesquière : *Ni un héros, ni un modèle* », *NordWay*, n° 23, décembre 2011, p. 44
- {Ghesquière, Hervé}; « Hervé Ghesquière, encore otage de son cauchemar », *Nord Éclair*, 3 décembre 2011, p. 1-3

Bibliographie de la presse régionale

- {Ghesquière, Hervé}; «L'ancien otage des talibans se consacre à l'écriture, avant de replonger dans le grand reportage»; *La Voix du Nord*, 11 décembre 2011, p. 5
- {Ghesquière, Hervé}; «C'est la première médaille que je reçois de toute ma vie!», *Nord Éclair*, 28 décembre 2011, p. 7
- {Ghesquière, Hervé}; Deseure Benoît, «Avant de s'atteler à l'écriture d'un livre, Hervé Ghesquière fêté hier à Saint-André», *La Voix du Nord*, 28 décembre 2011, p. 6
- {Larivière, Thomas}; Viglisiani, Adrien, «Thomas Larivière reçoit le prix Varenne», *La Croix du Nord*, 11 février 2011
- {Lecomte, Maxime}; «M. Maxime Lecomte», *Le Nord Illustré*, n° 49, 21 décembre 1890, p. 390, (+ un portrait p. 385)
- {Lecuyer, Julien}; «Julien Lecuyer, lauréat du prix de la Fondation Varennes», *La Voix du Nord*, 13 décembre 2012
- {Legrand, Pierre}; «Pierre Legrand», *Le Nord Illustré*, n° 32, 24 août 1990, p. 115 (+ un portrait p. 113)
- {Martel, Gervais}; Montard, Nicolas, «Gervais Martel, sous le signe du Galibot», *Nord,way*, n° 22, septembre 2011, p. 39
- {Raguin, Joseph}; «Joseph Raguin, ancien journaliste à *La Voix du Nord* est mort», *La Voix du Nord*
- {Roux, Antony}; Montard, Nicolas, «Les fondateurs d'Ankama: faire de l'argent est un jeu de grands», *Nord,way*, n° 22, septembre 2011, p. 41
- {Skrzyniarz, Virginie}; Trenteseaux, Jacques, «Une journaliste en Nord à *L'Express*», *L'Express*, 22 octobre 2008
- {Vasseur, Philippe}; Maitrot, Éric, «Philippe Vasseur: "Je me suis vite rendu compte des turpitudes de la vie publique"», *Nord,way*, n° 25, février 2012, p. 10-15
- {Trimm, Timothée}; Lavaud, Martin, «Léo Lespès, alias Timothée Trimm», *La civilisation du journal: histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle / sous la direction de Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérenty... [et al.]*, Paris, Nouveau monde édition, DL 2011, (1762 p.), ill., couv. ill., 20 cm, (Opus magnum), p. 1185-1188
- {Villeminot, Vincent}; Raepsaet, Isabelle, «Vincent Villeminot a suivi son instinct», *Nord Éclair*, 5 août 2011, p. 44
- {Watteeuw, Jules}; «Watteeuw», *Le Nord Illustré*, n° 7, 9 mars 1990, p. 98-99, (+ un portrait p. 96)

JOURNAUX PAR TITRE

Des origine à 1914

- {La Gazette de Flandres et d'Artois}; «Les ascensions du gazetier de Flandres et d'Artois», *L'Écho du Nord*, 11 juin 1843
- {La Gazette de Flandres et d'Artois}; «Une promenade à travers le dimanche de *La Gazette de Flandres et d'Artois*», *L'Écho du Nord*, 18 juin 1843
- {Le Journal de Lille, 1^{er} juillet 1843-28 février 1847} «Physiologie du *Journal de Lille*», *Le Moulin-à-Vent*, n° 172, 3 décembre 1843, p. 2-3
- {Le Journal de Lille}; «*Le Journal de Lille* du 26 juillet contient un réquisitoire...», *L'Écho du Nord*, 28 juillet 1843
- {Le Journal de Lille}; «M. Beghin employé du magasin de librairie...», *L'Écho du Nord*, 29 juillet 1843
- {Le Journal de Lille}; «Encore un mot sur *Le Journal de Lille*...», *L'Écho du Nord*, 1^{er} août 1843
- {Le Journal de Lille}; «*Le Journal de Lille* contient un réquisitoire...», *L'Écho du Nord*, 28 juillet 1843

- {Le Journal de Lille}; «Il faut que *Le Journal de Lille*...», *L'Écho du Nord*, 7 août 1843
- {Le Journal de Lille}; «*Le Journal de Lille* est maintenant bien», *L'Écho du Nord*, 2 septembre 1843
- {Le Nord Illustré}; «*Le Nord Illustré*», *Le Nord Illustré*, n° 1, 9 février 1990, p. 2-3
- {Le Nord Illustré}; «*Le Nord Illustré*», *Le Nord Illustré*, n° 2, 16 février 1990, p. 18-19
- {Le Nord Illustré}; «Chronique», *Le Nord Illustré*, n° 20, 1^{er} juin 1990, p. 306-307

1945 et après

- {Les Amis de Douai}; Mestayer, Monique, «Histoire de notre revue, *Les Amis de Douai*», *Les Amis de Douai*, tome XV, n° 8 juin 2011
- {Dofus}; Millecamps, Mathieu, «Bande dessinée: *Dofus* fête son millionième exemplaire», *Nord Éclair*, 18 mai 2011, p. 48
- {La Brique}; Collectif de rédaction, «La chasse aux canards», *La Brique*, n° 27, mai-juin 2011, p. 3
- {Terre du Nord}; «Un nouveau mensuel pour les initiatives régionales, *Terre du Nord*», A.F.P., 4 janvier 2012
- {La Voix du Nord}; «Cambrai déménage: dans les coulisses de *La Voix du Nord*», *La Voix du Nord*, édition de Cambrai, 10 décembre 2011, p. 11
- {La Voix du Nord}; «Avec *La Voix du Nord* de demain, 56 pages sur le Louvre-Lens, un collector», *La Voix du Nord*, 16 décembre 2012

BLOGS, PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION SUR L'INTERNET

- {Blogs}; «Une blogueuse lilloise "tricote" l'actualité», *Nord Éclair*, 12 novembre 2011, p. 9
- {Blogs}; Van de Wayer, Omblin, «Blogosphère: les Lilloises sur la toile», *Direct Lille*, 20 octobre 2011
- {Blogs}; Grenouillet, Elsa et Renoul, Bruno, «Mode, éducation, politique, high-tech et polémique... Le Top 8 des blogueurs nordistes», *Nord,Way*, n° 25, février 2012, p. 38-41 («Paroles de *fashion addict*»; «Les petites chroniques de Maître Mô»; «Pour joueurs compulsifs»; «Éric Decroix [...] Les blogs se concentrent surtout dans les zones urbaines»; «Du *mother* dans l'air»; «L'accro à l'info; Un boulimique du high-tech»; «Le poil à gratter de la gauche»; «Le Web en guise de tableau noir»; «Dix autres blogs à découvrir»
- {Blogs}; Renoul, Bruno, «Dopamine, la blogueuse nordiste qui démystifie l'hôpital», *Nord Éclair*, 9 juillet 2012, p. 4
- {Blogs}; Graffeuille, Hélène, «Agathe, une blogueuse bientôt à plein temps», *Nord Éclair*, 12 août 2012, p. 14
- {Blogs}; Escamilla, Mathilde, «R. Dessauvage, la passion de Tourcoing sur le Web», *Nord Éclair*, 11 août, 2012, p. 18
- {iPhones}; «L'application *Nord Éclair* disponible sur vos iPhones!», *Nord Éclair*, 3 novembre 2011, p. 4

Le coin des humoristes

Rendant compte de l'assassinat d'un Monsieur Durand, un reporter commente ainsi l'événement: «Le meurtrier était évidemment en quête d'argent. Mais par bonheur Monsieur Durand avait déposé tous ses fonds le jour précédent dans une banque, de sorte qu'il n'a perdu que la vie.»

La Fraternité, organe radical et radical socialiste de Roubaix et de ses cantons, 21 décembre 1913.

La vie des médias dans la région

■ Toujours le même président

À l'issue de l'assemblée générale du Club de la presse du Nord-Pas-de-Calais en juin dernier, Mathieu Hébert, journaliste à *Liberté Hebdo*, a été reconduit au poste de président. C'est la troisième fois qu'il préside l'association, créée en 1992, et qui compte plus de 500 membres.

Le bureau du Club a été en partie renouvelé. Autour de Mathieu Hébert ont été élus vice-présidents Marc de Langie et Hervé Leroy, secrétaire Aurélié Flamey, secrétaire adjointe Fanny Destombes, trésorière Gaëtane Dejurie, trésorière adjointe Coline Léger.

■ Nouvelle formule pour Liberté Hebdo

«*Liberté Hebdo* fait sa révolution» Petit clin d'œil plein de malice de l'hebdomadaire régional communiste pour annoncer son changement de formule à la fin du mois d'avril. Nouvelle maquette et nouveau contenu pour le périodique qui annonce un tirage de 7000 exemplaires. Réalisé par six journalistes et quelques collaborateurs réguliers, placés sous la direction de Bruno Cadet, il propose de nouvelles rubriques dont «Si vous saviez», «Décryptage», «L'invité», «Ça bouge», «Aux arts citoyens»...

■ La presse départementale pendant la Révolution

Le deuxième tome du *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution 1789-1799*, consacré à *La presse départementale*, vient de paraître au Centre International d'Études du XVIII^e siècle (Ferney-Voltaire).

Réalisé sous la direction de Gilles Feyel, professeur émérite à l'Université de Panthéon-Assas, il est consacré aux journaux des régions Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne et Auvergne pendant la période révolutionnaire.

Les notices traitant des journaux publiés dans le département du Nord ont été rédigées par Gilles Feyel, et des universitaires de la région, Bernard Lefebvre, Philippe Marchand et Christian Pfister. Celles consacrées au Pas-de-Calais ont été confiées à Hervé Leuwers, professeur d'histoire moderne à l'Université Charles-de-Gaulle-Lille3.

Chaque ensemble de notices est précédé d'une introduction générale présentant l'évolution du contexte politique, culturel de la région étudiée, de ses journaux et de ses journalistes. L'introduction pour la région Nord-Pas-de-Calais est l'œuvre d'Hervé Leuwers.

À terme, ce dictionnaire devrait comporter trois volumes.

■ À propos de Nord France

Dans un article sur ce magazine (voir *L'Abeille* n° 21), nous regrettons de n'avoir pu consulter la première livraison de ce magazine. Yves Guillauma¹ l'a retrouvée et nous en a envoyé une copie.

Ce numéro, daté du 23 décembre 1944 (rappelons que la guerre est loin d'être terminée), mesure 63 cm sur 40 cm et ne compte que douze pages. Il semble avoir été tiré à 40000 exemplaires. Et Yves Guillauma d'énumérer les chiffres des tirages successifs: 1^{er} janvier 1946: 65000; 1^{er} juin 1946: 75000; 1^{er} juillet 1946: 100000; 1^{er} février 1947: 110000; 1^{er} juillet 1947: 150000; 1^{er} décembre 1947: 175000; 1^{er} mars 1948: 205000. À cette date, le magazine crée une édition pour l'est de la France (Meurthe-et-Moselle, Vosges, Moselle, Meuse...) sous le titre *Est Magazine*.

La couverture de ce premier numéro, illustrée d'une photo, des enfants chantant devant un sapin de Noël, ne comporte qu'un titre d'appel: le magazine publie une nouvelle de Maxence Van Der Meersch, *La Morphine*. Indication sur le public visé, la mouvance catholique. On trouve d'ailleurs en page intérieure le compte-rendu d'une rencontre avec Thérèse, la femme de l'écrivain; un sous-titre souligne que Van Der Meersch est «français et chrétien», en rappelant les services qu'il a rendus à la Résistance. L'éditorial ne dit rien du projet du bimensuel, vite devenu hebdomadaire. Il est consacré à l'accord de Moscou, négocié entre De Gaulle et Staline, et dans lequel *Nord France* voyait le «brevet de maîtrise politique» du premier. Cet éditorial partage la page 2 avec la première leçon d'anglais donnée par le périodique. Suit une page sur Charles Tardieu, le directeur politique imposé par les Allemands à *L'Écho du Nord*, deux pages d'échos sur les visites ministérielles, quatre dessins humoristiques d'A. Michaux; puis on trouve une recette de pudding mise au goût du jour, à base de biscottes, de féculé de pomme de terre, d'«eau de vie rhumée» – ou d'une ampoule de parfum chimique «trouvée partout», une écorce d'orange «souvenir des temps heureux». Puis viennent une page de sports, une page et demi sur la mode – («Être femme»), une page de réflexions sur deux films sortis pendant l'occupation, *Le ciel est à nous* et *L'éternel retour*. Il faut bien sûr y ajouter la nouvelle de Van Der Meersch, et la première tranche d'un roman américain d'Edison Marshall, traduite par Louis Postif.

Yves Guillauma joint à son envoi la copie de plusieurs articles de la presse nationale qui rapporte une mésaventure de l'hebdomadaire. En février 1955, *Nord France* lance un concours: des journalistes ont mis en circulation dans plusieurs villes de la région cent billets de cent francs. Le journal du 16 publie la liste des numéros de ces billets, chacun d'entre eux pouvant être échangé contre dix mille francs aux bureaux du journal. Mais, ayant oublié de préciser la série desdits billets, *Nord France* se trouva en face de deux millions six cents mille gagnants potentiels! Fort heureusement pour le journal, la liste des billets gagnants avait été déposée chez un huissier, ce qui lui évita de payer vingt-six milliards aux «gagnants»! *Nord Éclair* s'empressa de se désolidariser: «Il faut signaler, à ce propos, que le jeu de *Nord France* est sans rapport aucun avec celui que *Nord Éclair* offre à ses lecteurs à partir de demain. L'administration de *Nord Éclair* et celle de *Nord France* sont depuis quelque temps absolument distinctes» (19 février 1955).

B. G.

¹ Membre de la Société des Amis de Panckoucke, Yves Guillauma a soutenu une thèse intitulée *Presse et pouvoir de 1944 à 1958. Contribution à l'histoire de la presse sous la IV^e République* devant l'Université de Paris 2 (1993, 1389 p.). Il a publié plusieurs livres sur la presse, dont un répertoire, *La Presse politique et d'information générale de 1944 à 1958: inventaire des titres*, chez l'auteur, dans lequel il décrit, en 620 pages, 1748 titres de périodiques. Il a écrit de nombreux articles, (en particulier une série sur la presse du Nord Pas-de-Calais dans *Presse Actualité*, et contribué à la revue *Le Temps des Médias*. On peut lire de lui «De La Voix de la Nation à Nord Actualités: les difficultés d'un journal gaulliste» dans *L'Abeille* n° 9.



La vie des médias dans la région



■ Avis de recherche

Notre ami Marc Dubois, ancien rédacteur en chef à *Liberté Hebdo*, nous a envoyé cette photo. Il fait appel aux souvenirs des abonnés de *L'Abeille* – ceux qui ont travaillé dans la presse du Nord-Pas-de-Calais – afin de retrouver les circonstances dans lesquelles ce cliché a été pris.

À l'issue d'une réunion du SNJ ? C'est vraisemblable ! Au premier rang de ce groupe, on trouve en effet Pierre Canquelain, qui fut pendant de nombreuses années secrétaire du SNJ et qui menait les assemblées générales avec l'autorité d'un instituteur de la III^e République.

Autour de lui ont pris place de nombreux journalistes qui ont fait les beaux jours de la presse régionale du dernier quart du XX^e siècle. Parmi eux, on reconnaît Philippe Laidebeur, Jean-François Bironneau, Gérard Lempereur, Gérard Loigerot, Michel Berry, ... Certains sont encore en activité comme Pierre Le Masson. Les journalistes femmes semblent encore rares, trois d'entre elles figurent sur cette photo : Geneviève Dermerch de *La Voix du Nord* et Brigitte Malou de *Nord-Matin* et une troisième que nous n'avons pas identifiée.

Si vous en savez plus, nous attendons vos messages à : labeille5962@orange.fr

■ À lire sur votre ordinateur

La Médiathèque de Roubaix (<http://www.mediathequederoubaix.fr>) vient d'ajouter à sa « bibliothèque numérique » les collections de trois journaux, en mode image uniquement.

Il s'agit du *Vilain Petit Canard*, de *Quartier libre* et de *Fresnoy-Mackellerie : journal du comité de quartier*.

Les comités de quartiers ont été créés en 1978 pour favoriser la démocratie locale, à l'initiative de la municipalité. Mais ces comités n'étaient pas des appendices de la mairie ; composés de bénévoles, disposant d'un agent de développement salarié, ils gardaient leur autonomie. Ils avaient été conçus comme lieu de rencontre des habitants du quartier pour discuter des problèmes de la vie quotidienne, comme instrument de concertation de façon à servir d'interface entre les habitants et la municipalité et les autres organismes publics (office HLM, police, sécurité sociale, etc.).

Le Vilain Petit Canard est l'émanation de l'association « Roubaix-sud expression », rassemblant trois comités de quartier, Moulin-Potennerie, Barbieux Nouveau Roubaix et Édouard Vaillant. Le premier numéro (janvier 1981) comporte huit pages

29,7 × 21. Le dernier numéro reproduit, daté de janvier 2009, porte le numéro 65 mais on ne peut lire que 59 numéros du périodique. Le journal change onze fois de maquette de couverture pendant ce temps. Les articles ne sont pas signés. Certains dessins sont d'un nommé Phil.

Quartier libre est édité par le comité des quartiers Épeule-Alouette-Trichon. Le premier numéro est daté de 1980 sans autre précision. Il comporte huit pages A4 comme *Le Vilain Petit Canard*.

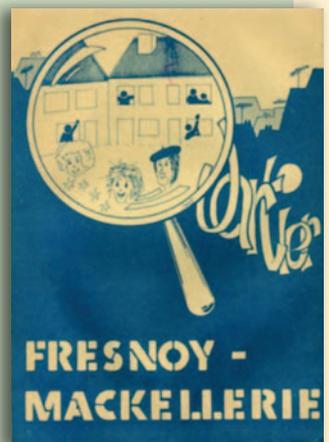
Le dernier numéro reproduit porte le numéro 180, de janvier 1979. Mais la collection comporte de nombreux manques, puisque seules 149 livraisons du journal sont reproduites ici.

Certains dessins sont signés de Nicolas Daquin, bien connu à Roubaix. On peut lire des notes historiques de Jacques Prouvost, habitant du quartier et alors président de la Société d'émulation de Roubaix. L'en-tête ne change que deux fois, mais l'aspect de la première page peut varier d'un numéro à l'autre.

Le comité de quartier Fresnoy-Mackellerie a été le premier comité

de quartier à s'être créé, le 23 novembre 1997. Le numéro 1 de son journal, qui s'appelle tout simplement **Fresnoy-Mackellerie magazine**, sort en 1979. Mais il faudra attendre février 1981 pour lire le deuxième. Le titre devient *Le journal du Fresnoy-Mackellerie* à partir du n° 3, puis *Le Fresnoy-Mackellerie, journal du comité de quartier* à partir de ce qui aurait pu être le numéro 5 (ou six ?). Après le numéro 27, nouvelles présentations, nouveaux titres. Paraissent alternativement mais sans régularité la *Feuille verte du Fresnoy-Mackellerie* et les *Infos pratiques du comité de quartier*.

B. G.



l'abeille

Revue éditée par la Société des Amis de Panckoucke, 31, avenue de la Gare 59118 Wambrechies ■ ISSN: 1959-0245 ■ Directeur de la publication: Jean-Paul Visse ■ Ont participé à ce numéro: Michel Beirmaert, Nelly Dupré, Bernard Grelle, Émile Henri, Jean-Paul Visse ■ Maquette: Triangle Bleu ■ Abonnements (3 numéros par an): 15 € ■ Vente sur demande à la Société des Amis de Panckoucke ■ Avertissement: les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs ■ L'ensemble doit être adressé à l'adresse électronique suivante: labeille5962@orange.fr ■ Les photos qui accompagnent les textes doivent être libres de droit ■ Blog: www.panckoucke.org